

# Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons et Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité

Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

## CONTACT

4 / 2019

**Trimestriel**

Octobre – Novembre - Décembre

Belgique-België

P.P-P.B.

7000 Mons

BC 17454

**P 801051**

**Bureau de dépôt:**

**Mons - Hyon**



Editeur responsable  
**Cdt Hre Alain KICQ**  
Rue de la Licorne, 34  
7020 Hyon  
Belgique - België



## CONTACT

Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité  
Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019  
Page 1 de 51

La Revue du Cercle des Officiers du cadre de réserve de Mons et Région se veut, pour ses membres, un organe d'information et de débats. Fidèle à l'esprit de Voltaire lorsqu'il déclare «Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire», le Cercle se refuse absolument toute pratique de censure. Le Cercle considère en effet que la liberté d'expression doit primer sur le politiquement correct et la langue de bois. Le Cercle considère que ses membres sont libres d'y publier sans censure aucune, mais souligne que les articles publiés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du Cercle en tant que personne morale. Dans le cas où les articles publiés sont des synthèses de conférences placées sous la règle de Chatham House, les textes des articles ne mentionneront ni l'identité des conférenciers et des participants, ni l'affiliation des personnes à l'origine des informations reprises. La mention «sous la règle de Chatham House» sera clairement associée au texte des articles en question.

## Table des matières

<b>Mot du Président</b> .....	<b>2</b>
<b>Cotisation 2020</b> .....	<b>3</b>
<b>Assemblée Générale du 18 janvier 2020</b> .....	<b>4</b>
<b>Distinctions honorifiques</b> .....	<b>6</b>
<b>Les 70 ans des conventions de Genève</b> .....	<b>6</b>
<b>Les relations entre la Chine et les Etats-Unis sous l'Administration Trump</b> .....	<b>12</b>
<b>La bataille des Ardennes. 16 décembre 1944-18 janvier 1945</b> .....	<b>23</b>
<b>Dr. Saoud et Mr. Jihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite</b> .....	<b>27</b>
<b>1961-1989. De la construction à la destruction du Mur de Berlin</b> .....	<b>30</b>
<b>La Brigade Piron</b> .....	<b>36</b>
<b>L'Opération Market Garden</b> .....	<b>47</b>
<b>Voyage en Alsace</b> .....	<b>51</b>

### Important

Le Conseil d'Administration considère qu'il serait utile de connaître votre adresse mail et votre numéro de téléphone ou de GSM afin de vous contacter plus rapidement de l'une ou l'autre activité qui pourrait vous concerner. Merci de bien vouloir retourner le talon en fin de CONTACT au Président ou de le contacter à l'adresse mail [alainkicq49@hotmail.com](mailto:alainkicq49@hotmail.com)



## Mot du Président

Chers Camarades,

L'année 2019 se termine avec son lot de difficultés sur tant sur le plan politique intérieur que sur le plan de la politique internationale. Effectivement, le pays est sans gouvernement fédéral depuis de nombreux mois et cela provoque des inquiétudes quant à la volonté de gouverner ensemble pour le bien-être et la prospérité des citoyens. Bien au contraire, j'ai du mal à déceler chez nos politiciens le courage de prendre ses responsabilités pour établir un programme qui serait en mesure d'apporter à chacun de nos concitoyens la sécurité économique et sociale qu'ils sont en droit d'attendre.

L'insécurité se traduit aussi dans le monde que ce soit en Amérique latine, au Moyen Orient, en Afrique. On assiste au repli sur soi de la plupart des états qui ne désirent plus collaborer de manière positive par des échanges économiques ou industriels constructifs. Plus grave encore, la paix est aussi menacée car certains chefs d'état utilisent la menace du chantage pour affirmer leurs ambitions.

Nous commémorons le 30<sup>e</sup> anniversaire de la chute du mur de Berlin qui a vu la réunification des deux Allemagnes et la disparition du pacte de Varsovie grâce à un dialogue constructif qui, au fil du temps, semble disparu.

Notre cercle a atteint l'âge respectable de 85 ans. C'est à cette occasion que nous avons réalisé, en collaboration avec un club de modélistes, une exposition intitulée « Tombés du ciel » en hommage aux pilotes et hommes d'équipage qui sont tombés dans notre province. Celle-ci a rencontré un vif succès par la qualité de la scénographie mais aussi par les trois exposés qui ont mis en exergue l'exploit de ces jeunes aviateurs. Un livre a aussi été réalisé sur base des travaux de recherche réalisés par M. Philippe Save qui a réuni et synthétisé les témoignages de certains aviateurs mais également de citoyens et de résistants qui ont pu secourir ces équipages.

Nous vous proposons de nous réunir dans le cadre de notre assemblée générale qui se tiendra le 18 janvier prochain avec une conférence que j'intitulerai « La science au service de l'histoire et de la mémoire ». Cette conférence fait suite à la visite que les cercles du Hainaut avaient organisée au musée de Fromelles en septembre 2018. De plus amples détails sont à lire concernant l'A.G. du Cercle.

Dans ce Contact, nous vous proposons des articles concernant l'année 1944-1945 mais également les conséquences de cette guerre mondiale qui ont vu deux blocs militaires « s'affronter » pendant trente années et voir ensuite la chute du mur de Berlin.

Plus que jamais, nous devons œuvrer pour maintenir la paix au quotidien, lutter contre l'injustice et les idéologies extrêmes. Les commémorations existent pour rappeler non seulement la mémoire de celles et ceux qui ont combattu pour la liberté mais aussi pour



que cette mémoire puisse transmettre aux générations actuelles et futures les valeurs sociales et humaines qui permet à toute société d'avancer positivement.

C'est ce que je souhaite à chacune et chacun d'entre vous avec mes meilleurs vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour l'année nouvelle.

Cdt Hre Alain KICQ  
Président CROcr Ms



## Cotisation 2020

Chers amis Officiers du cadre de réserve,

Ce dernier numéro de «Contact» de l'année est l'occasion de vous rappeler que la cotisation reste la même pour ce nouvel exercice. Cette dernière est toujours fixée à 12,50 € et peut être versée au compte **BE64 0015 7243 3452**, code Bic GEBABEBB de notre Association. C'est en étant nombreux, Officiers du cadre de réserve, en activité et honoraires, que nous parviendrons à faire entendre notre voix principalement si nous souhaitons avoir une certaine influence en matière de politique de la réserve et de défense de notre Patrie. D'avance je vous remercie,

Cdt Hre Alain KICQ  
Président CROcr Ms



## **Assemblée Générale du 18 janvier 2020**

Chers Camarades,

Vous êtes invités à participer à l'Assemblée Générale statutaire de votre Cercle. Cette Assemblée Générale se déroulera le **samedi 18 janvier 2020 à 17H00**, aux Ateliers des FUCaM, rue des Sœurs Noires, 2 à Mons. L'accès au parking des Ateliers des FUCAM se fera par la rue du Grand Trou Oudart. Au cours de cette A.G., les responsables de branche dresseront le bilan de l'année 2019 et vous soumettront les perspectives et évolutions pour l'année 2020.

Cdt Hre Alain KICQ  
Président CROcr Ms

### **Agenda des activités du 18 JAN 2020**

- 181615 Dépôt de fleurs au monument des Chasseurs à Pied
- 181700 Assemblée générale
- 181800 Conférence (cfr ci-dessous)
- 181915 Apéritif
- 182000 Toast à sa Majesté le Roi suivi du repas de tradition

### **Tenue**

- Service Dress, chemise blanche, cravate noire, avec bijoux des décorations, OU
- Tenue de ville, cravate

### **Ordre du jour de l'Assemblée Générale du 18 janvier 2020**

- Lecture du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 02 février 2019
  - Appel de deux scrutateurs aux élections
  - Appel nominal des présents et des votants
  - Rapport du Président, le Cdt Hre Alain KICQ
  - Rapport du Vice-Président et S1, le Cdt Hre Raymond TASIAUX
  - Rapport du S2, le LtCol Hre Eric POSKIN Ir
  - Rapport du S4, le Cdt Hre Ph. DELATTRE
  - Rapport des commissaires aux comptes pour l'exercice 2019
  - Election du Conseil d'Administration
- Sont sortants et rééligibles les Administrateurs suivants :
- Maj Marc DEVOS
  - Cdt Hre Alain KICQ
  - LtCol Hre Eric POSKIN Ir



Les lettres de candidature à un poste d'Administrateur doivent parvenir pour le **10 janvier 2020** au plus tard au Président A. KICQ, Rue de la Licorne, 34 à 7022 Hyon. Les candidatures à la Présidence doivent parvenir pour le **31 décembre 2019** au plus tard au Vice-Président Raymond TASIAUX, Drève du Prophète, 62 à 7000 Mons. Seuls les membres en règle de cotisation au 31.12.2019 pourront prendre part au vote pour les élections du 18.01.2020.

### Conférence

## «La science au service de l'histoire et de la mémoire»

Cette conférence sera donnée par le Médiateur du Musée de Fromelles (France), musée remarquable que le Cercle avait visité lors de son traditionnel Monchartourn en septembre 2018.

### Repas de tradition

Participation aux frais:

- 50,00 € (\*) pour les membres du CROR Mons
- 60,00 € pour les non-membres

Inscription:

- soit en versant la somme au compte BE64 0015 7243 3452 avec la cotisation 2020 (12,50 €), cela fait 62,50 €
- soit en le signalant par lettre, téléphone au Président, A. KICQ, Rue de la Licorne 34 à 7022 Hyon  
Tél: 065/35 42 85  
GSM: 0485/13 12 01  
e-mail: alainkicq49@hotmail.com
- soit en le signalant par lettre ou téléphone au Vice-Président, R. TASIAUX, Drève du Prophète 62 à 7000 Mons  
Tél: 065/33 58 75  
GSM: 0475/68 74 57  
e-mail: ait-belgium@skynet.be

(\*) Pour les membres en règle de cotisation 2019 au 30 juin 2019 et leurs épouses ou compagnes

### *Assemblée Générale du CROR Mons*

*18.01.2020*

#### *Menu*

*Apéritif et zakouskis chauds et froids*

*Toast à Sa Majesté le Roi*

#### *Entrée :*

*Raviole de foie gras bouillon Thai*

#### *Plat :*

*Veau farci bZ° à la farce de ricotta et tomate séchées, gratins dauphinois et légumes de saisons, sauce crème pesto*

#### *Dessert :*

*Crème brûlée aux poires et Amandes caramélisées au sucre de canne*

*Vins blanc et rouge*

*Eaux plate et pétillante*



## Distinctions honorifiques

Les membres du Cercle Royal des Officiers de Réserve de Mons, ayant reçu durant l'année 2019 une distinction honorifique à titre militaire, sont priés de se faire connaître **le plus rapidement possible** auprès de notre S4, **le Cdt (R) Ph. DELATTRE, Chaussée Roi Baudouin, 173 à 7030 Saint-Symphorien.**

Afin de faciliter le protocole (et surtout la tâche du Président lors de la remise du bijou de la décoration), il est demandé de fournir, non seulement une copie du diplôme, mais aussi un bref CV civil et militaire (**à envoyer au Président du CROR/Mons**).

Je félicite les heureux récipiendaires et les remercie des nombreux moments qu'ils ont consacrés à notre cause et qu'ils consacreront encore au détriment de leurs loisirs familiaux.

Cdt Hre Alain KICQ  
Président CROcr Ms

## Les 70 ans des Conventions de Genève

**Cdt Hre Etienne CARLIER**  
Conseiller en Droit des Conflits Armés

### Historique et contenu

Cette année 2019, les Conventions de Genève viennent d'atteindre leur septantième anniversaire. Un beau parcours pour un texte juridique ambitieux et humanitaire mais encore souvent bafoué. L'objet des Conventions de Genève est de régler la guerre; leur ambition est de la rendre plus humaine.

C'est le 12 août 1949 que furent signées les quatre Conventions de Genève, après plusieurs années de pourparlers et d'échanges diplomatiques intenses. Ces conventions forment le socle du Droit International Humanitaire et du Droit des Conflits Armés. En fait, d'autres conventions existaient déjà. On en trouve dès l'Antiquité, comme le code d'Hammurabi, roi de Babylonne, ainsi qu'au Moyen-Age. Ces textes, plus ou moins respectés, recommandaient surtout d'épargner les blessés et les prisonniers. Bertrand Du Guesclin, le célèbre Connétable français durant la Guerre de Cent Ans, disait à ses capitaines, avant son décès le 13 juillet 1380 : « En quelque pays que vous fassiez la guerre, les gens d'Eglise, les femmes, les enfants et même le peuple, ne sont point vos ennemis ». Pour les prisonniers, si on ne pouvait pas en tirer une rançon, c'était moins évident ... Récemment, des textes de plus en plus contraignants ont vu le jour : les Conventions de La Haye de 1899 et de 1907, la Convention de Saint-Petersbourg, la Clause de Mertens, la Convention de Genève de 1929, relative aux prisonniers de guerre, ainsi que la codification de quelques pratiques généralisées dans le domaine maritime.



Les Conventions de Genève de 1949 ont rassemblé tous les us et coutumes qui réglementaient la guerre et les ont largement développés en quatre textes complémentaires. Les Conventions de Genève ont évolué au fil des ans, s'adaptant aux conflits et aux modifications des moyens de combat et des méthodes de guerre.

Ce ne sont pas les articles qui les composent qui ont été modifiés mais d'autres conventions sont venues compléter les textes de base. Le souvenir des guerres napoléoniennes, celui de la bataille de Solferino dont fut témoin Henry Dunant, fondateur de la Croix-Rouge et enfin la Guerre de Sécession, furent des éléments catalyseurs d'une réglementation des conflits armés. Ainsi, la première convention de Genève relative à l'aide aux blessés, vit le jour en 1864. Elle fut élargie en 1906 par une seconde convention. C'est en 1929 qu'une nouvelle convention, aussi signée à Genève, s'appliqua au sort des prisonniers de guerre. Mais la Seconde Guerre Mondiale démontra l'insuffisance lamentable de ces conventions et l'absence totale de protection des civils. Il fallait remédier à ces lacunes et, faute de pouvoir bannir la guerre, l'humaniser. C'est ce que tentèrent de réaliser des diplomates, juristes, politiciens et humanistes venus de tous horizons. Leurs efforts aboutirent à la signature des quatre Conventions de Genève, le 12 août 1949. Elles entrèrent en application le 21 octobre 1950, pour la cinquantaine de pays signataires. Actuellement, près de 200 pays les ont ratifiées. Ces conventions sont des traités internationaux fondamentaux dans le domaine du Droit International Humanitaire. Elles dictent les règles de conduite à adopter en période de conflit armé, pour les combattants, les civils, les membres de l'aide humanitaire, les blessés et les prisonniers de guerre.

Voyons maintenant le contenu de ces quatre conventions, en ne perdant pas de vue que pour les trois premières, la base commune est issue des us et coutumes de la guerre, remontant parfois jusqu'à l'Antiquité.

La Première Convention concerne l'amélioration du sort des blessés et des malades, ainsi que leur protection, par les parties en conflit. On reconnaît là l'influence déterminante de Henry Dunant. Cette convention assure aussi la protection du personnel sanitaire et religieux. Elle présente les emblèmes distinctifs et protecteurs : la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ; Israël utilise l'étoile de David rouge. Cette convention compte 64 articles.

La Seconde Convention remplace celle de La Haye de 1907, relative à la guerre sur mer et plus particulièrement au sort des blessés en mer et des naufragés. C'est en gros, l'adaptation de la Première Convention à la guerre maritime. Elle suit les mêmes structures que la première, avec des points spécifiques comme la protection des navires hôpitaux dûment signalés. La deuxième convention présente 63 articles.

Dans la Troisième Convention, riche de 143 articles, c'est la problématique des prisonniers de guerre qui est traitée. Cette convention remplace celle de 1929. Elle va beaucoup plus loin dans les détails de la détention des prisonniers de guerre. La convention précise les catégories de personnes qui peuvent bénéficier de la protection du statut de prisonnier de guerre, en excluant, par exemple, les mercenaires, les criminels de droit commun et les personnes non reconnues comme combattantes. On y trouve de nombreuses précisions



concernant le régime de captivité, l'interdiction du travail des prisonniers – sauf s'ils sont volontaires – leurs ressources financières, les secours de la Croix-Rouge, le courrier et les poursuites judiciaires éventuelles. La convention organise aussi la libération et le rapatriement des prisonniers de guerre, dès la fin du conflit. Ces articles trouvent leur origine dans la lenteur de l'URSS à restituer ses prisonniers allemands après l'armistice de 1945 ...

Enfin, la Quatrième Convention fut la plus surprenante, vu qu'elle traite en pas moins de 159 articles, du sort des civils. On y voit l'effet immédiat de la Seconde Guerre Mondiale. Jamais une telle proportion de civils n'avait péri au cours des guerres précédentes. Cette convention organise la protection des populations contre les effets de la guerre. Elle fixe le statut et le traitement des personnes protégées, celui des civils en territoire occupé et les obligations de la puissance occupante. Les derniers articles constituent un règlement concernant les secours humanitaires.

Un cas particulier, l'article 3, commun aux quatre conventions. C'est le premier texte qui concerne les conflits armés non-internationaux. Il s'applique aux révolutions, sécessions, révoltes, ségrégations, etc ..., n'impliquant qu'un état. Cette idée est remarquable car aujourd'hui, 70 ans plus tard, nous constatons que la majorité des conflits armés est de cet ordre. En 1979, le second Protocole additionnel des Conventions de Genève s'est basé sur ce fameux article 3 pour réglementer les conflits internes. Hélas, nous constatons aujourd'hui que ce protocole est encore insuffisant...

### **Après 1949**

Il ne fallut pas longtemps pour constater qu'un aspect important avait été oublié dans la rédaction des quatre Conventions de Genève: le cas des réfugiés. Entendons par là, les personnes civiles qui fuient devant les combats, les destructions d'habitats et qui craignent pour leur intégrité. Rien à voir donc avec les migrants économiques. La guerre de Corée, dès 1950, mit ce problème en évidence. L'oubli fut vite réparé par la Convention sur les Réfugiés de 1951, suite logique de celles de 1949. Le statut et la protection des réfugiés pour cause de conflits armés y sont parfaitement organisés. Pourtant, la convention de 1951 est encore incomplète : elle a omis de prévoir l'organisation du retour des réfugiés dans leur pays d'origine, après le conflit ! Les juristes de l'époque étaient sans doute encore influencés par l'exode de 1940, qui s'était terminé par le retour chez eux des réfugiés. Aujourd'hui, la situation est différente. Les réfugiés s'installent à demeure dans les pays occidentaux, ne rentrent plus chez eux afin de reconstruire leur pays et relancer son économie et posent ainsi un problème crucial aux pays d'accueil.

Les quatre Conventions de Genève présentent un progrès humanitaire remarquable mais il leur manquait un aspect matériel. Le remède vint en 1954, avec la Convention pour la Protection des Biens Culturels et ses deux protocoles ultérieurs. Ainsi, tout édifice marqué du blason aux losanges bleus et blancs ne peut en aucun cas être pris pour cible, être occupé par les combattants ou servir un intérêt militaire.



La Convention de 1972 sur les armes biologiques vint à son tour éviter – peut-être ? – de grandes catastrophes. Suite à l'expérience de la guerre du Viêt-Nam, les états signataires constatèrent nombre de lacunes et oublis dans les Conventions de 1949. C'est suite à cela qu'apparurent les deux Protocoles Additionnels de 1977. Ces deux protocoles sont plus contraignants que les Conventions de 1949, à tel point que tous les signataires des Conventions de Genève n'ont pas encore ratifié les Protocoles ...

Le Protocole I régleme la conduite des hostilités, la limite des moyens et des techniques de combat. Il vient parfaitement compléter les quatre conventions, éclairant les zones d'ombres, précisant les allusions et entrant dans les détails. Citons par exemple l'interdiction des armes causant des maux superflus, le refus de la perfidie, la précision du statut de « combattant » et celui des prisonniers de guerre, l'acceptation ou non d'armes nouvelles (cybernétiques, par exemple), l'interdiction de la destruction définitive de la nature (« agent orange », au Viêt-Nam), etc. Mettant en évidence les signes distinctifs et de protection, ce protocole renforce la protection accordée aux victimes des conflits internationaux. Le Protocole I, c'est 102 articles forts, précis et contraignants, qui renforcent les Conventions de Genève et consolident ainsi le socle d'un Droit International Humanitaire digne de ce nom.

Vient enfin le Protocole II, que je caractérise de « bâclé » en 28 articles. C'est pourtant la première convention qui s'applique aux conflits armés non-internationaux (les CANI): révolutions, guerres d'indépendance, émeutes, sécession d'une région, ... Bref, tout ce qui fait l'actualité d'aujourd'hui. Manquant totalement de détails, ce protocole incomplet aurait pu éviter bien des malheurs dans les CANI. Dans ces cas, chacun y va de son interprétation, les « chefs de guerre » ne respectent aucune règle et des ONG, soit de bonne volonté, soit peu scrupuleuses, font parfois plus de tort que de bien, faute de cadre juridique précis ou en jouant le jeu d'états influents ou de groupes de pression financiers ou même religieux. Disons que le Protocole II a le mérite d'exister...

La Convention de 1980 et ses quatre protocoles, mit un peu d'ordre dans cette matière prolifique, écartant par exemple, les armes d'éblouissement par laser, entraînant la cécité des aviateurs visés. La convention de 1993 interdit la production et l'usage des armes chimiques. On ne peut pas dire que le Gouvernement syrien – mais aussi ses opposants – en aient fait grand cas ... Après bien des remous, la Convention d'Ottawa fut enfin adoptée en 1997. Elle interdit la production et l'usage des mines anti-personnel (APers), causes de tant de mutilations et d'estropiés à vie. La ratification par les grandes puissances est difficile à obtenir. Les Chinois l'ignorent. Les Américains s'abstiennent car les mines APers constituent la véritable protection de la ligne de démarcation entre les deux Corées et autour de Guantanamo ... La Convention de 2000 concernant l'implication des enfants dans les conflits armés, semble enfin progresser, à coups de procès à La Haye. Mais le phénomène persiste surtout en Afrique. Enfin, la Convention d'Oslo de 2008 sur l'interdiction des armes à sous-munitions est un pas de géant dans la lutte contre les dégâts collatéraux et les « restes de guerre ». Mais certains pays, comme la Russie, hésitent à se débarrasser d'un tel arsenal.

Cette liste de conventions n'est pas exhaustive. Il y eut aussi les accords d'Helsinki, les accords SALT, START, etc. sur le désarmement. Cela démontre cependant que les quatre



Conventions de Genève ne sont pas restées lettres mortes et se prolongent par de nombreux autres accords qui, s'ils ne mettent pas fin au phénomène de guerre, en atténuent les effets pervers et tendent à l'humaniser.

### **Les Conventions de Genève de 1949 sont-elles toujours d'actualité ?**

Sans hésitation, oui, elles restent entièrement d'actualité. En effet, rien dans ces textes n'est « périmé ». De plus, de nombreuses conventions nouvelles, dédiées à des thèmes précis, sont venues s'y ajouter (cfr. supra), les tenant ainsi « presque » à jour, étant donné qu'il faut toujours un temps d'adaptation au droit pour suivre les faits ... ou combler un vide juridique. Prenons un exemple : les Conventions de Genève sont-elles applicables en cas de conflit cybernétique ? Oui, elles le sont. Une attaque cybernétique, comme celles de 2007 et 2016 – mais il y en a eu beaucoup d'autres de moindre importance – est une agression d'un état contre un autre (ou plusieurs autres) ou visant des personnes, militaires ou civiles et/ou des biens. La destruction des moyens informatiques désorganise l'économie et déstabilise le pays ciblé. Une défense, voire une riposte, est donc justifiée. Quelle différence y-a-t-il avec une attaque par terre, mer ou air ? Aucune.

Les mêmes articles des conventions sont d'application. N'oublions pas que la Chine possède plusieurs bataillons de cybercombattants, officiellement mentionnés. Le « Manuel de Tallinn », signé par 50 états en 2013, transpose les règles du Droit des Conflits Armés au cyberspace. Critiqué par la Chine, il est actuellement en cours de révision par des experts de 95 états. En cas de cyberagression, il est prévu qu'un état peut riposter proportionnellement, si son intégrité est menacée. Il peut recourir à la force armée car l'agression, par ses conséquences, est comparable à une attaque armée. Une cyberattaque déclenche donc un CAI (art. 22). Encore faut-il identifier l'attaquant ... Le « Manuel de Tallinn » interdit aussi l'attaque des civils et de leurs biens. Enfin, l'article 15 prévoit la légitime défense. Le cyberspace est reconnu comme domaine d'opérations. L'OTAN y est très actif, vu la menace existante et croissante ...

### **Sanctions.**

Un règlement, quel qu'il soit, est vidé de sa substance si des sanctions ne sont pas liées aux entorses. De 1949 à 1997, les manquements aux Conventions de Genève pouvaient être poursuivis par le pays du délinquant. Ce fut le cas, par exemple, du massacre de My Lai, au Viêt-Nam, très faiblement poursuivi par un tribunal américain... Certains tribunaux furent aussi créés pour l'occasion. Le Tribunal Pénal pour l'ex-Yougoslavie (TPY) en est un exemple. Depuis la Conférence de Rome en 1998, la Cour Pénale Internationale (CPI) a été installée à La Haye.

C'est une juridiction pénale permanente, chargée de juger les personnes poursuivies pour crime de guerre, crime contre l'humanité ou génocide. Environ 150 pays ont ratifié la convention et donc, reconnaissent l'autorité de la CPI. Malheureusement, trois grands absents sont à remarquer : les Etats-Unis, la Russie (qui a signé mais non ratifié) et la Chine. Depuis son entrée en fonction en 2002, l'activité de la CPI ne cesse de croître et la file



d'attente des inculpés s'allonge. Chefs d'états ou simples exécutants s'y côtoient ...  
Maintenant, les Conventions de Genève ont leur organe de sanction.

### **Quel avenir pour les Conventions de Genève ?**

L'avenir des Conventions de Genève, on le voit, existe et est en mouvement par la création de ses protocoles additionnels, ses développements et ses nombreuses conventions annexes. Mais vers quels nouveaux domaines se dirigent-elles ? Des politiciens, des diplomates et des juristes y pensent sans doute mais j'ose espérer que certaines matières urgentes seront abordées en priorité. Je pense particulièrement à celles-ci :

- Les conflits armés non-internationaux (CANI). Le Protocole II leur est consacré mais la matière juridique est pauvre ; le sujet est survolé ... Depuis 1977, bien des CANI ont secoué la planète, sans trouver de solution efficace, si ce n'est la loi du plus fort. Des Casques Bleus s'interposent ou alors, le conflit s'internationalise. Mais le plus souvent, la communauté internationale ne peut répondre que par l'envoi d'aide humanitaire. Les opérations de maintien de la paix sont considérées comme de l'ingérence et le conflit s'étend seulement ... On le voit encore avec le Yémen. Créer une convention instaurant le « droit d'ingérence » ? C'est offrir l'arbitrage mondial aux grandes puissances. De plus, le Docteur Kouchner n'a déjà pas obtenu beaucoup de succès avec l'ingérence humanitaire. Alors, si elle est militaire ... ! On le constate, il reste du travail pour le « droit de Genève ».
- Les réfugiés. Distinguons d'abord (et enfin !) les vrais réfugiés, ceux qui fuient les zones de combat et les autres, ceux qui recherchent des lieux de vie meilleurs : ce sont les immigrés. Les réfugiés sont bien « gérés » par la Convention de 1951. Si ce n'est que le retour au pays a été oublié (cfr.supra). Les immigrés – pour cause économique – n'entrent dans aucun cadre juridique et pénètrent donc en Occident de façon illégale. Inutile d'attendre les Conventions de Genève dans ce cas, ce n'est pas un conflit armé. La responsabilité de ce déferlement incombe à nos gouvernements qui n'interviennent pas fermement à la source, c'est-à-dire, auprès des pays d'origine de ces migrants. Mais à ce laxisme s'ajoute l'acharnement de certains groupes de pression qui rejettent toute politique européenne identitaire et préfèrent fouler au pied notre culture. Ces gens ne se rendent pas compte qu'ils font le jeu des « passeurs » ... Ici, la solution ne peut être que politique ; sinon, elle sera violente.
- Enfin, le terrorisme. Ce fléau est en partie lié à ce qui précède. Le flux de migrants, pour la plupart d'obédience islamique, est un vecteur du terrorisme. Les crimes perpétrés chez nous ces dernières années l'ont démontré. Là aussi, les Conventions de Genève et le Droit des Conflits Armés sont impuissants : il ne s'agit pas de conflits internes, jusqu'à présent. C'est donc le droit commun qui est opposable à ces délits. Dans ces trois cas cruciaux et d'actualité, les Conventions de Genève peuvent encore progresser en élargissant le cadre juridique des CANI et en achevant la Convention de 1951 relative aux réfugiés. Le Droit International étant une matière particulièrement vivante et innovante, je suis certain que les années à venir verront



apparaître de nouvelles conventions, en réponse aux problèmes d'aujourd'hui. Voyons, on n'arrête pas à 70 ans !

### **Bibliographie et sources.**

- «Les Conventions de Genève du 12 août 1949», texte original, Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Genève, 1949.
- «Les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève du 12 août 1949», Comité International de la Croix-Rouge (CICR), Genève, 1977.
- Cours de «Droit des Conflits Armés» de l'IRSD/ULB et séminaires de Droit militaire et Droit de la Guerre de l'Ecole Royale Militaire (ERM).
- «Voyage au bout de l'humanitaire», Marc VACHON, éditions La Découverte, Paris, 2005.
- «Index of International Humanitarian Law», Jiri Toman, CICR, Genova, 1987.
- «Manuel sur le Droit de la Guerre pour les Forces Armées», Col. Frédéric de Mulinen, CICR, Genève, 1989.

## **Les relations entre la Chine et les Etats-Unis sous l'Administration Trump**

Compte-rendu de la conférence du 19/09/2019 à l'IRSD

LtCol Hre Eric POSKIN Ir

Cette conférence de l'Institut Royal Supérieur de Défense étant placée sous la règle de Chatham House, les noms des conférenciers, ainsi que ceux des participants au débat ne seront pas mentionnés. Le compte-rendu comporte 3 sections, une relative à des aspects économiques donnée par le premier conférencier, la seconde à des aspects géopolitiques donné par le second conférencier. La troisième partie reporte les commentaires les plus significatifs du débat.

### **Aspects économiques**

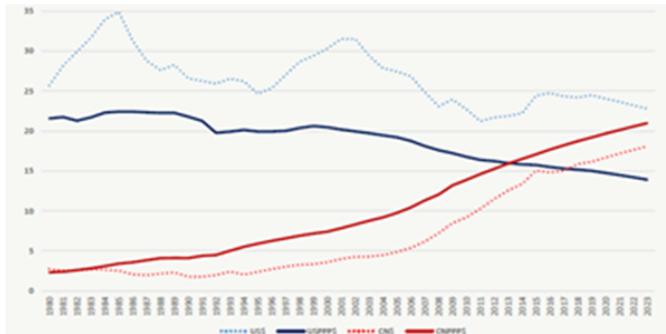
Donald Trump ne s'oppose pas uniquement à la politique chinoise de conquête de marchés extérieurs (exportation) et d'investissements directs à l'étranger. Donald Trump remet en cause le multilatéralisme et, en particulier, différents accords économiques régionaux (sortie des US de la négociation de l'Accord de Partenariat Transpacifique (entre les US, le Canada, le Chili et divers pays asiatiques), renégociation du NAFTA (US-Mexique-Canada)). L'orientation de l'Administration Trump est clairement unilatérale. Parmi les mesures unilatérales prises par les US, on citera le cas de l'acier et de l'aluminium, où ils ont augmenté les barrières tarifaires en matière douanière. Néanmoins, l'opposition entre la Chine et les US prennent des proportions particulièrement importantes. Dès son arrivée à la présidence, Donald Trump a mis en œuvre la politique commerciale qu'il avait prônée



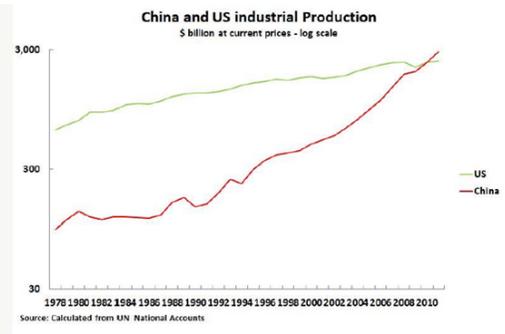
durant sa campagne électorale. A cette fin, il a utilisé la méthode des décrets présidentiels. Cette façon de faire lui permet de ne pas passer par le Congrès US. Lors de sa campagne électorale, Donald Trump avait clairement dit: «**we can't continue to allow China to rape our country**». Dès son arrivée à la Maison Blanche, Donald Trump a demandé une enquête sur les pratiques commerciales de la Chine en matière de droit de propriété intellectuelle, d'innovation et de transfert technologique. Le rapport d'enquête a conclu à des vols de technologie US par la Chine, vols qui portent atteinte à la sécurité nationale des US. En conséquence des conclusions de ce rapport, les US ont attaqué la Chine au niveau de l'OMC (organisation mondiale du commerce) et ont imposé une augmentation des droits de douane sur les produits chinois. Il est à souligner que l'accusation de la Chine d'être un manipulateur de change, proférée par Donald Trump lors de sa campagne électorale, n'a pas été retenue. Avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la Chine importait environ 505 milliards de dollars US de produits US et exportait environ 110 milliards de dollars US de produits chinois vers les US. Aujourd'hui (septembre 2019), la Chine importe environ pour 375 milliards de dollars US de produits US et exporte environ 60 milliards de produits chinois vers les US. Les taux de taxation chinois ont certes augmenté mais l'augmentation la plus forte est celle appliquée par les US. Cette situation résulte de deux tendances lourdes apparues à la fin des années '89 et au début de la décennie '90. D'une part, fin des années '90 sous l'Administration de Clinton, on n'utilisait pas explicitement le slogan «**America first!**» mais l'idée sous-jacente était déjà présente. On parlait en termes de coûts. Les US étaient un géant en perte de vitesse qui essayait de freiner son déclin. D'autre part, à la Chine était dans une ère post-Mao. Si la Chine était l'un des fondateurs du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1947, elle s'en retira en 1949 suite au changement de régime résultant de la prise de pouvoir par Mao. Afin d'aider à la poursuite de sa transformation économique, la Chine demanda son adhésion à l'OMC (organisation mondiale du commerce) au sein de laquelle elle fut admise en 2005. L'OMC peut être appréhendée comme une espèce de club auquel est associé un protocole d'admission. L'intégration d'un pays au sein de l'OMC requiert deux conditions, le respect des règles en vigueur pour l'ensemble des membres, et le respect d'un protocole d'accession pour les nouveaux entrants. Ce protocole d'accession est constitué d'un ensemble de règles additionnelles qui s'ajoutent à l'ensemble des règles préexistantes (il s'agit d'un très long document). Ces règles additionnelles, qui résultent d'une négociation entre les membres existants et le postulant lui sont appliquées après son adhésion. La Chine avait la volonté politique de devenir une économie socialiste de marché et son adhésion à l'OMC était vue comme un des moyens d'y parvenir. Après son entrée au sein de l'OMC, la Chine a suivi une trajectoire similaire à celle qui a suivi l'admission du Japon au sein de l'OMC, à savoir accroissement rapide des exportations. Les dissensions relatives aux exportations de la Chine sont apparues suite à la crise financière mondiale. D'une certaine façon, le conflit commercial entre la Chine et les US rappelle celui qui a existé entre le Japon et les US. Ce conflit entre le Japon et les US fut aussi très dur avec un vocabulaire très proche de celui qui est utilisé aujourd'hui. Néanmoins, deux différences essentielles distinguent ces deux conflits commerciaux, à savoir d'une part la taille différente des économies chinoise et japonaise (la dimension de la Chine est sans commune mesure avec celle du Japon) et d'autre part, la nature différente des systèmes économiques de la Chine et du Japon. Il est clair que le système politique et économique de la Chine présente des incompatibilités avec



celui qui est à la base de l'OMC. Il est important de souligner que suite à l'organisation du système politique US, le Président dispose de très grandes latitudes en matière de politique commerciale. Il a la possibilité, sans passer par le Congrès, de prendre une série de décrets régissant l'organisation économique dont la politique commerciale. A partir de 2001, on voit la part des US dans le PIB mondial qui se met à diminuer alors que celle de la Chine augmente. Au rythme des évolutions actuelles, il est évident que dans très peu de temps, la contribution de la Chine au PIB mondial dépassera celle des US.



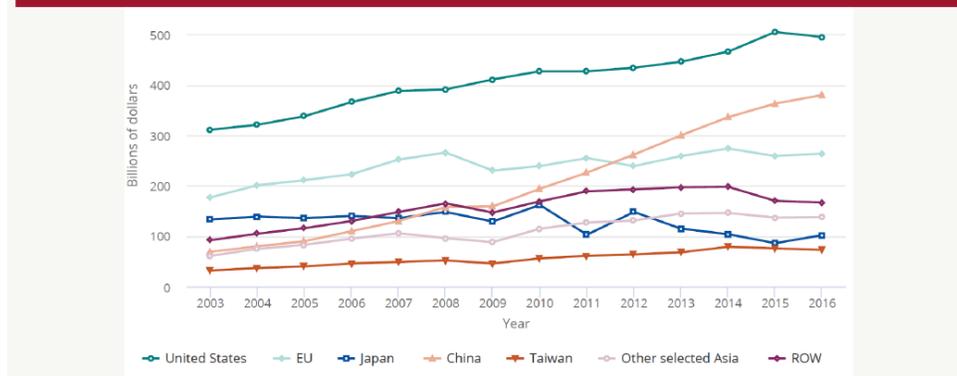
Parts des US et de la Chine dans le PIB mondial



Productions industrielles (tous types de biens confondus) comparées des US et de la Chine

Au niveau de la production industrielle exprimée en \$, la Chine a d'ores et déjà dépassé celle des US. En ce qui concerne la **production industrielle de haute technologie**, les US occupent la première position, la Chine progresse. La Chine fait d'importants efforts d'investissement en matière de R&D. En termes de services de technologie, la Chine reste à ce jour très loin des US. Il est clair que la Chine a un énorme retard à combler sur les US en termes d'Universités, domaine où les US conservent le leadership.

### Les USA sont encore N°1 en production industrielle HT



Aujourd'hui parmi les 500 plus grandes entreprises au niveau mondial (FT 500), 209 entreprises sont des entreprises multinationales US. Pour permettre les comparaisons des balances commerciales, il faut utiliser la même monnaie. On commencera par remarquer que si le dollar reste bien importante en matière d'échange et est une monnaie internationale, ce n'est pas le cas du renminbi (ou yuan). L'examen des surplus des balances courantes de la Chine avec les US montre que si le surplus de la Chine tend à diminuer le déficit des US s'accroît. Avoir un déficit de la balance courante signifie que l'on consomme plus que ce que l'on produit. De façon générale, les US apparaissent

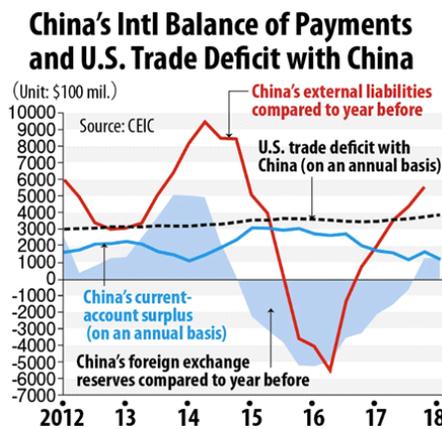


## CONTACT

Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région  
 Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité  
 Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019  
 Page 15 de 51

chroniquement en déficit commercial par rapport au reste du monde. Le fait que le \$ soit une monnaie dominante permet aux US de s'endetter: les US achète des biens et services en échanges de dettes (la Chine a acquis de nombreuses obligations émises par le Trésor US). D'un point de vue économique, s'endetter dans sa propre monnaie est une force. Le Président Trump lui voit le déficit de la balance commerciale des US comme une faiblesse qu'il veut corriger par une série de mesures dont l'accroissement de taxation des importations des US. Les mesures économiques prises par l'administration Trump ont eu deux effets: d'une part une diminution des échanges commerciaux entre la Chine et les US, et d'autre part, une diminution des échanges commerciaux au niveau mondial.

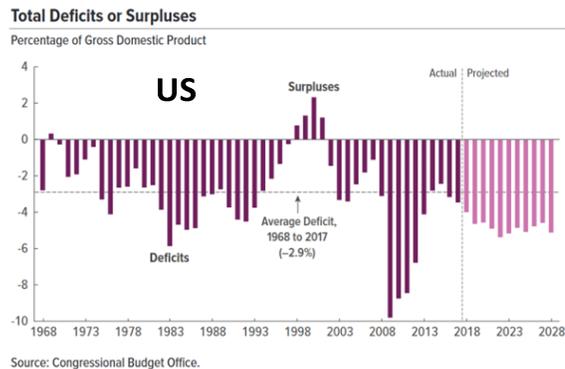


### Biggest U.S. trade deficits, by country

2017 deficit in goods, in billions (services are excluded)

RANK	COUNTRY	2017	2016	CHANGE	BIGGEST IMPORT
1	China	\$375.2	\$347	+28.2	Consumer electronics
2	Mexico	\$71.1	\$64.4	+6.7	Autos, electronics
3	Japan	\$68.8	\$68.8	0	Autos, electronics
4	Germany	\$64.3	\$64.7	-0.4	Autos, transportation
5	Vietnam	\$38.3	\$32	+6.3	Rice, crops
6	Ireland	\$38.1	\$36	+2.1	Chemicals, drugs
7	Italy	\$31.6	\$28.6	+3	Machinery
8	Malaysia	\$24.6	\$24.8	-0.2	Consumer electronics
9	Netherlands	\$24.5	\$23.6	+0.9	Chemicals, machinery
10 (tie)	India	\$22.9	\$24.4	-1.5	Manufacturing, clothes
10 (tie)	South Korea	\$22.9	\$27.6	-4.7	Autos, electronics

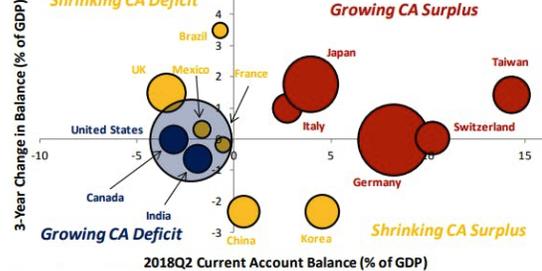
Source: Bureau of Economic Analysis, U.S. Census



Source: Congressional Budget Office.

### Global Current Account Balances - Adjustment 2015Q2-2018Q2

(rolling 4Q sum)

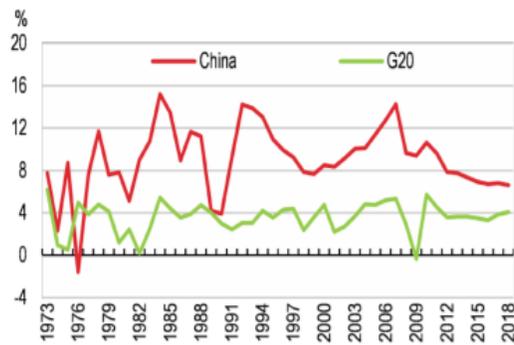


Une question est de savoir si la diminution des échanges entre les US et la Chine offre des avantages aux entreprises européennes. On pourrait espérer que les entreprises européennes puissent prendre les parts de marché perdues par les entreprises US du fait de la diminution des échanges commerciaux US-Chine. La réalité est nettement moins réjouissante. En effet, suite à la contraction des échanges au niveau mondial, on remarque une récession de l'économie allemande suite au climat général créé par Donald Trump. Au travers de leur attitude, les US menacent de faire capoter les dispositifs de règlement des différends commerciaux. Sur le non-respect par la Chine des certains principes qui régissent le fonctionnement de l'OMC, l'UE partage le point de vue des US. Néanmoins, l'UE s'oppose aux US en matière de multilatéralisme. Contrairement



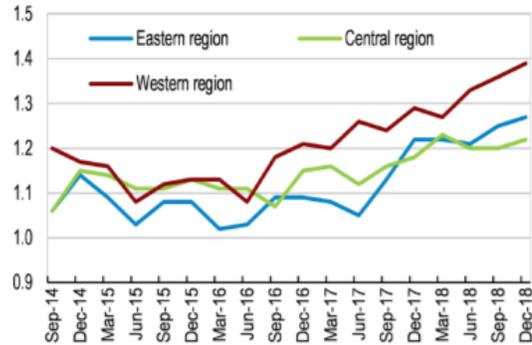
aux US, l'UE ne souhaite pas remettre en cause le multilatéralisme. Les US sont le premier marché d'exportation de l'UE alors que l'UE est le premier marché d'exportation de la Chine. On trouvera ci-dessous quelques données issues de la synthèse de l'étude 2019 de l'OCDE sur la Chine.

Figure A. Real GDP growth has slowed, but remains strong by international standards



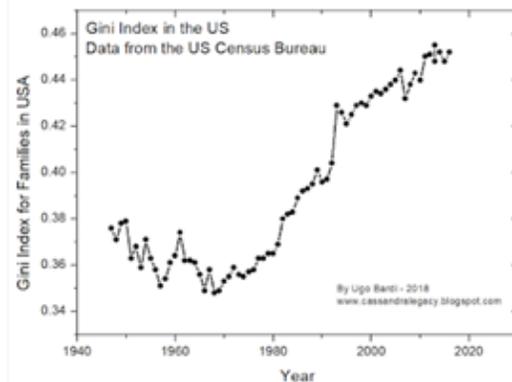
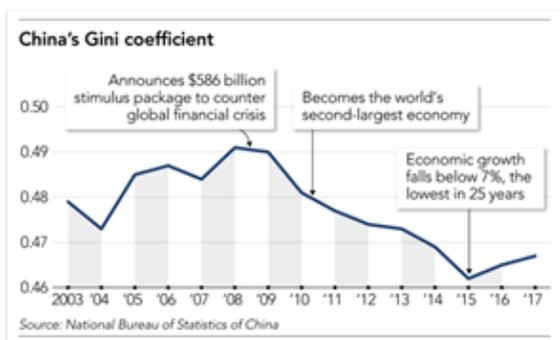
Source: OECD Economic Outlook database.

Figure B. The jobs to job-seekers ratio has increased



Source: CEIC Database.

Un autre élément intéressant dans la comparaison des économies US et chinoise est la répartition des revenus au sein de leurs populations respectives. De façon synthétique, on peut mesurer les inégalités de revenus au sein de la population dans une économie donnée au travers du coefficient de Gini. En Europe, après taxation (prélèvement d'une partie du revenu des contribuables) et transferts (allocation de chômage...), le coefficient de Gini relatif au revenu réel se situe autour de 0.3 (il s'approche même de 0.2 dans des pays comme le Danemark). Pour les US et la Chine, on constate des coefficients de Gini assez comparables dans la fourchette de 0.44 à 0.46. Dans le cas de ces 2 pays, la richesse est beaucoup plus inégalement répartie qu'en Europe.



### Aspects géopolitiques

De toute évidence F. Fukuyama en décrivant la fin de l'histoire s'est mis le doigt dans l'œil. D'emblée, le conférencier souligne le manque de réalisme des autorités de l'UE en matière de relations internationale et de géopolitique. En aucun cas, nous ne vivons dans un monde de Bisounours mais plutôt dans celui de Game of Thrones. Forte de sa



nouvelle force, la Chine rejette de plus en plus clairement l'ordre néolibéral. La Chine est particulièrement active au niveau des guerres asymétriques et hybrides. La Chine travaille à un énorme projet qui consiste à ouvrir de nouvelles Routes de la Soie. Aujourd'hui, on constate un déplacement des centres de décision de la zone atlantique vers la zone indopacifique. A l'exception de la France qui possède des possessions dans cette zone, aucun des autres membres de l'UE n'est présent dans cette zone. On peut dire que l'Europe est en train de sortir de l'Histoire. Un des objectifs majeurs de la Chine est de devenir le numéro 1 mondial en 2049. L'an 2049 correspond au centième anniversaire de la révolution communiste. En juillet 2019, la Chine a publié un livre très intéressant qui décrit sa posture militaire. Dans ce document, les US sont clairement considérés comme des ennemis. Dans ce même document, il est également dit que la Mer de Chine du Sud est une zone maritime qui appartient à la Chine et que la Chine doit être réunifiée (récupération de Taiwan). La Chine se sent de plus en plus à l'aise et pratique une politique de plus en plus agressive. Si la Chine ne parle pas officiellement de sphère d'influence, il faut remarquer qu'elle implante de plus en plus de bases militaires à l'étranger, particulièrement des bases navales (cfr les bases et facilités navales protégeant le «Collier de Perles»). La Chine se voit comme une vraie puissance militaire régionale en 2035, et comme une puissance mondiale en 2049. Cette vision est confirmée par les experts. L'influence de la Chine est en pleine expansion et elle se voit comme un challenger capable de proposer des alternatives institutionnelles à celles du monde occidental. Si dans le monde l'image de D. Trump est négative, la situation économique des US est bonne.



Les revendications des Etats riverains sur la Mer de Chine Méridionale

Dans le domaine des Relations Internationales, on définit la puissance comme la capacité d'exercer une influence plus importante sur le comportement des autres acteurs qui peuvent ou non être des Etats. Dans la hiérarchie des niveaux de puissance, l'hégémonie est la situation dans laquelle un Etat dispose de suffisamment de puissance pour jouer le numéro 1 mais travaille avec les autres Etats. A l'hégémonie (hegemony), D. Trump préfère la Primacy (primauté). Il s'agit d'une philosophie typiquement jacksonienne, à savoir qu'on ne souhaite pas intervenir mais si on est amené à la faire, on va le faire très violemment et cela va faire très mal. Cette position est très proche de



celle que défendait le Gén. C. Powell, ancien chef de l'Etat-Major interarmée US: «**If you decide to use force, you should use a force that is well-prepared, well-equipped, and you should use and you should use it overwhelmingly.**» Contrairement à l'UE, vue par de nombreux observateurs comme un nain géopolitique, l'administration Trump, plutôt que de promouvoir des sujets «bisounours» et «tarte-à-la-crème» tels que les «droits de l'homme» et «la démocratie (représentative)», agit sur base de la théorie réaliste des relations internationales afin d'essayer de maintenir sa position de puissance. Les US sont convaincus que la Russie et la Chine profitent de l'état actuel du système international pour affaiblir la position des US.

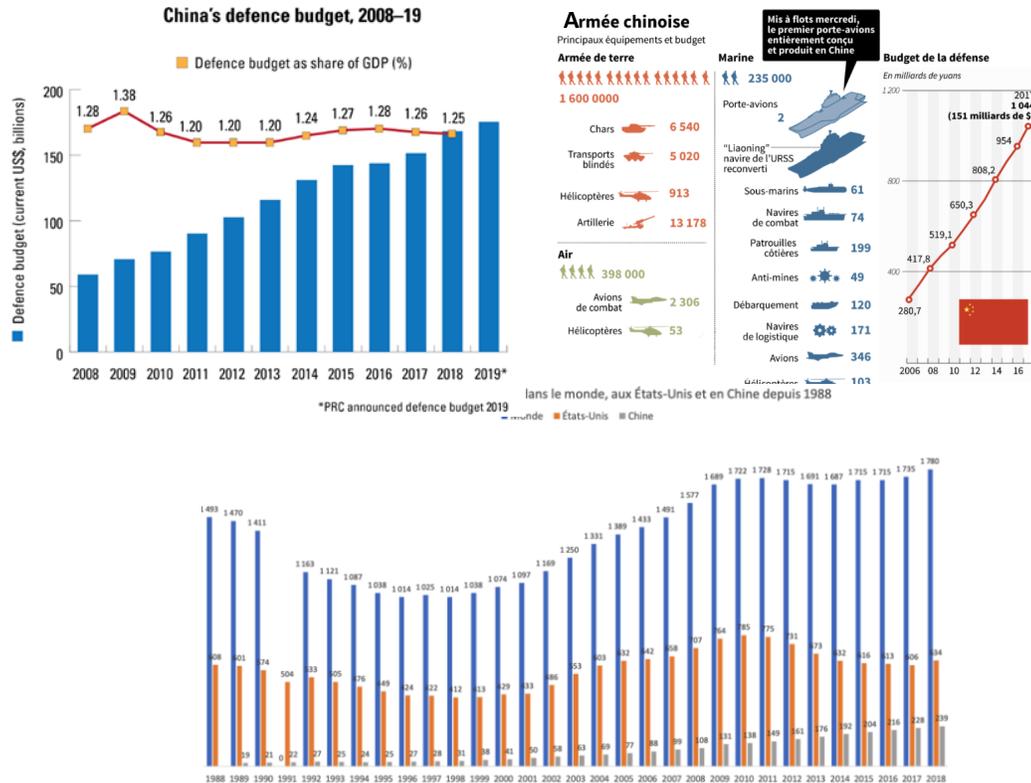


Bases et facilités navales de la Marine chinoise pour la protection du «Collier de Perles»

Dans le document NSS 2017 (National Security Strategy 2017), il est mentionné que la Chine et la Russie souhaitent donner au monde une forme contraire aux valeurs et intérêts US. Le NDS 2018 (National Defense Strategy 2018), quant à lui constate que l'avantage militaire des US s'érode et que la compétition entre Etats, et non pas la lutte contre le terrorisme, est le souci fondamental des US. Aujourd'hui, on est donc dans une logique de conflit plutôt que de coopération. Il s'agit d'une logique similaire à celle qui prévalait durant la Guerre Froide. Si on examine les dépenses militaires de la Chine et des US, celles de la Chine sont officiellement de 180 milliards de \$, et plus probablement de 250 milliards de dollars, alors que celles des US sont de 716 milliards de \$. Il faut néanmoins dépasser ce niveau d'analyse simpliste pour remarquer que les US ont déployés environ 375 000 militaires dans la zone Asie Pacifique où ils font face à une armée chinoise de l'ordre de 2 000 000 de militaires. Un déséquilibre important apparaît donc au niveau local en matière d'effectifs. Ceci étant, les Forces Armées US disposent de 3 avantages sur les Forces Armées chinoises: la qualité du leadership, l'expérience des opérations que n'ont pas les militaires chinois (les US ont combattu en Irak (dont 2 opérations de guerre conventionnelles en 1991 et en 2003) et en



Afghanistan), l'interopérabilité avec leurs Alliés. En parlant des Alliés des US, le conférencier pense que si le Japon interviendra aux côtés des US dans le cadre d'un conflit armé entre la Chine et les US, il est plus douteux que la Corée du Sud soutienne effectivement les US. De façon générale, on constate un accroissement de la puissance chinoise, particulièrement dans le domaine naval. Sous réserve des problèmes de doctrine et de commandement, la flotte chinoise est en passe de devenir concurrentielle aux marines occidentales en matière de navires de combat.



La Chine dispose d'une importante flotte sous-marine et de porte-avions. Son objectif est de disposer de 3 à 5 porte-avions dans l'avenir. La Chine développe aussi des avions ravitailleurs en vol. Ces deux éléments sont caractéristiques d'une politique militaire de projection de puissance. On notera aussi les facilités accordées à la marine chinoise dans de nombreux ports, dont Djibouti. Aujourd'hui, la Chine dispose de bases militaires sur les îles Spratleys, Paracels, Pratas, sur le récif de Scarborough et le banc Macclesfield. Pour les différentes nations parties prenantes aux revendications de souveraineté, es intérêts sont l'acquisition de domaines de pêche pour les deux archipels, la maîtrise d'une position stratégique dans un lieu de transit maritime et la disposition de gisements gaziers et pétroliers. Les revendications de souveraineté ont été rendues confuses par le fait que jusqu'au milieu du 20ème siècle, elles n'ont pas été occupée de façon permanente. De ce fait, la signification réelle des déclarations historiques de souveraineté des uns et des autres est difficile à déterminer en pratique. A ce stade, la Chine contrôle de factor toute la mer de Chine du Sud. Cette situation est en totale contradiction avec les promesses qui avaient été faites par la Chine à l'administration Obama. **Le développement de la puissance chinoise en mer de Chine du Sud et aussi dans l'Océan Indien d'une part, et la volonté politique des US**

**de se concentrer sur le Pacifique (changement du centre de gravité des intérêts militaires US) d'autre part, laissent penser au conférencier que l'on va vers une confrontation militaire entre la Chine et les US dans la zone des pays de l'ASEAN.** Il est très intéressant de remarquer que la Chine définit trois lignes de défense, qui correspondent en fait à celles des US. L'administration Trump pense que les US peuvent tout faire tout seul. Le conférencier fait, à juste titre, remarquer que si on veut des alliés, la bonne méthode ne consiste pas à les insulter comme le fait D. Trump. Agir de la sorte, c'est incité ces alliés potentiels à aller voir ailleurs. Ceci étant, il faut bien se rappeler l'UE n'est pas crédible en matière militaire et n'est pas considéré par les US comme un partenaire fidèle de l'OTAN. Le récit porté par l'UE est d'une naïveté renversante, et hormis l'économie, l'UE n'a pas de présence sur la scène internationale. Comme le souligne le conférencier, il semble difficile pour les dirigeants de l'EU d'accepter le fait que l'on est revenu au réalisme dans l'arène internationale et que l'idéalisme (droit de l'homme, démocratie) n'y a plus sa place. Il est en effet clair que la Chine veut préserver son système de gouvernement autocratique. Certains pays estiment que le modèle socio-politique-économique de la Chine peut être une excellente alternative au modèle néolibéral. **Sur le terrain, il est tout aussi évident pour le conférencier que la Chine et les US se préparent à une confrontation militaire.**

### Commentaires significatifs du débat

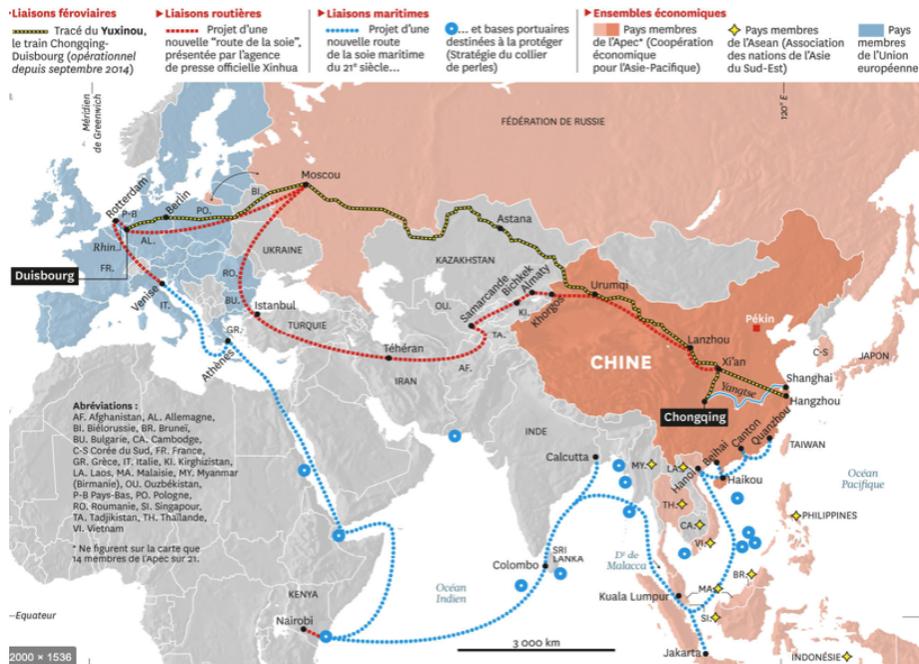
Les seuls produits chinois qui nous sont absolument indispensables sont les terres rares. Les terres rares sont les 15 éléments de la famille des lanthanides des numéros atomiques de de 57 à 71 auxquels on ajoute l'yttrium (numéro atomique 39) et le scandium (numéro atomique 21). Les terres rares sont ainsi dénommées, non pas par ce qu'elles sont rares, mais surtout parce qu'elles sont difficiles à trouver. Elles interviennent dans de nombreuses technologies.



A l'exception des ressources énergétiques, tous nos autres approvisionnements peuvent nous être fournis par des pays comme l'Inde, le Vietnam ou l'Indonésie. La Chine est en matière de pétrole et de gaz dans une situation de dépendance à celle de l'UE (Russie pour le gaz, Arabie pour le pétrole). Pour tous nos autres approvisionnements. Il est également souligné que dans la course aux matières premières, la Chine et l'Inde, bien que ce soit nettement moins visible pour cette dernière, sont en train de remplacer le vide laissé par les pays européens en Afrique. Il est peu probable que les nouvelles routes maritimes de



L'Arctique vont sérieusement concurrencer les routes maritimes traditionnelles. La route maritime arctique concerne une centaine de navire par an. En effet, l'utilisation de la route de l'Arctique nécessite des navires à double coque, lesquels sont extrêmement chers. On constate une volonté de la Chine de procéder à des investissements importants dans les entreprises européennes actives dans le domaine des hautes technologies et des infrastructures (cfr le port du Pirée). La volonté de la Chine d'investir dans la prise de contrôle des assets de haute technologie entre plus que très probablement dans sa volonté de rattraper les US en matière de maîtrise des hautes technologies. Quant aux investissements dans les infrastructures, ils apparaissent en relation directe avec le projet chinois de Nouvelle Route de la Soie.



Le projet de liaison entre le Pirée et l'Europe Centrale, au travers de la Serbie, n'est pas repris sur cette carte

Il existe au sein de l'UE un vieux débat sur la nécessité, ou non, de mettre en place un mécanisme comparable au CFIUS, c'est-à-dire au mécanisme d'autorisation ou de refus d'investissements directs étrangers aux US. L'objet du CFIUS est de protéger la sécurité nationale US. Initialement, l'UE était très divisée sur la mise en place d'un tel mécanisme. **Finalement, suite à une demande conjointe de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, un embryon de CFIUS européen est mis en place. Il reste tout-à-fait insuffisant pour protéger les entreprises européennes de la mainmise de puissances étrangères, qu'il s'agisse de la Chine ou des US.** Concernant les relations avec la Chine, il est également intéressant de noter l'initiative «16+1» développée par la ministre chinoise des affaires étrangères, et fondée à Budapest en vue de promouvoir les relations commerciales et les investissements entre la Chine et 16 pays européens (dont 11 membres d'Europe Centrale appartenant à l'UE). En mai 2019, la Grèce a rejoint l'initiative «16+1» qui est de fait devenue «17+1». Cette initiative «17+1» s'inscrit clairement dans le projet chinois de la Nouvelle Route de la Soie. La nouvelle route de la soie est un ensemble de liaisons maritimes et de voies



ferroviaires entre la Chine et l'Europe passant par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Sa nouvelle dénomination est Initiative route et ceinture. Il s'agit d'une stratégie de renforcement de la position de la Chine destinée à garantir ses liaisons avec le reste du monde en cas de tensions militaires sur ses zones côtières. La nouvelle route de la soie est le pendant terrestre du collier de perles (routes maritimes). Suite aux difficultés financières de l'Etat grec, celui-ci a privatisé le port du Pirée qui a été acheté par une société chinoise. Une des idées chinoises est d'établir des liaisons entre le port du Pirée et l'Europe centrale en passant par la Serbie. Suite à la mise en œuvre du Traité de Lisbonne qui lui en octroie la possibilité, l'UE est en train de négocier un traité commercial avec la Chine. En ce qui concerne le rapprochement entre la Russie et la Chine, il y a peu de chance que ce partenariat évolue vers une véritable alliance. Il s'agit plus pour ces 2 pays de travailler à la réalisation d'un objectif commun qui est la destruction du système néo-libéral. Pour les conférenciers, les Russes font le sale boulot pour les Chinois en Syrie et ce qui permet ensuite à la Chine de travailler à la reconstruction de ce pays. La Chine a un énorme besoin du gaz russe. Pour les conférenciers, il conviendrait d'essayer de séparer les Chinois des Russes, et pour cela d'adopter une attitude moins inepte que celle qui consiste pour les pays occidentaux à perpétuellement agressé verbalement et symboliquement la Russie. Un principe essentiel de géopolitique est rappelé à cette occasion: lorsque qu'une alliance se noue entre des adversaires potentiels, il faut mettre en oeuvre tous les moyens possibles pour les séparer et établir la discorde entre eux. La problématique Huawei est également abordée. La 5G, particulièrement avec l'Internet des Objets est un enjeu particulièrement important en matière de télécommunication. Si la Chine peut dominer le système de télécommunication occidentale, au travers d'équipements Huawei, il sera facile pour celle-ci de définir de nouvelles normes techniques et par là d'accroître encore plus sa domination. Le problème majeur de l'UE est sa faiblesse technologique, qu'il s'agisse des télécommunications ou de l'intelligence artificielle, l'UE est en retard sur la Chine et les US. L'UE est donc, à ce stade, contrainte d'accepter ou les conditions chinoises ou les conditions US, ce qui obère son horizon stratégique. Pour sortir de cette impasse, il faut impérativement transformer le projet européen, purement économique (néo-libéral), pour lui adjoindre une dimension géostratégique. **Sans la prise en compte de la dimension géostratégique dans le fonctionnement politique de l'UE, l'UE et ses pays membres sont condamnés à sortir de l'Histoire.**

### Bibliographie

- -. **China Military Power. Modernizing a Force to Fight and Win.** US Defense Intelligence Agency, 2019.
- -. **China Naval Modernization: Implications for U.S. Navy Capabilities. Background and Issues for Congress.** US Congress Research Service, 2019.
- -. **The Culture of the Chinese People's Liberation Army.** US Marine Corps Intelligence, 2009.
- -. **OECD Economic Survey China 2019.** OECD, 2019.
- J.-M. F Blanchard. **China Maritime Silk Road Initiative and South Asia. A Political Analysis and its Purposes, Perils, and Promise.** Palgrave MacMillan, 2018.
- S. Breslin. **Handbook of China's International Relations.** Routledge, 2010.



- S. Kirchberger. **Assessing China's Naval Power. Technological Innovation, Economic Constraints, and Strategic Implications.** Springer, 2015.
- A. Lathinen. **China's Diplomacy and Economic Activities in Africa.** Palgrave MacMillan, 2018
- M. Mayer. **Rethinking the Silk Road. China's Belt and Road Initiative and Emerging Eurasian Relations.** Palgrave MacMillan, 2018.
- L. A. Moniz Banderia. **The Second Cold War. Geopolitics and Strategic Dimensions of the USA.** Springer, 2017.
- R. E. Powaski. **Ideals, Interests, and U.S. Foreign Policy from George H. W. Bush to Donald Trump.** Palgrave MacMillan, 2019.
- D. Sambaugh. **Modernizing China's Military. Progress, Problems and Prospects.** University of California Press, 2002.
- T. Wenzhao. **The US Policy Making Process for Post Cold War China. The Role of US Think Tanks and Diplomacy.** Springer, 2018.

## La bataille des Ardennes

**16 décembre 1944 – 18 janvier 1945**

Source : site Seconde guerre.net

Adresse http :

### Les forces en présence

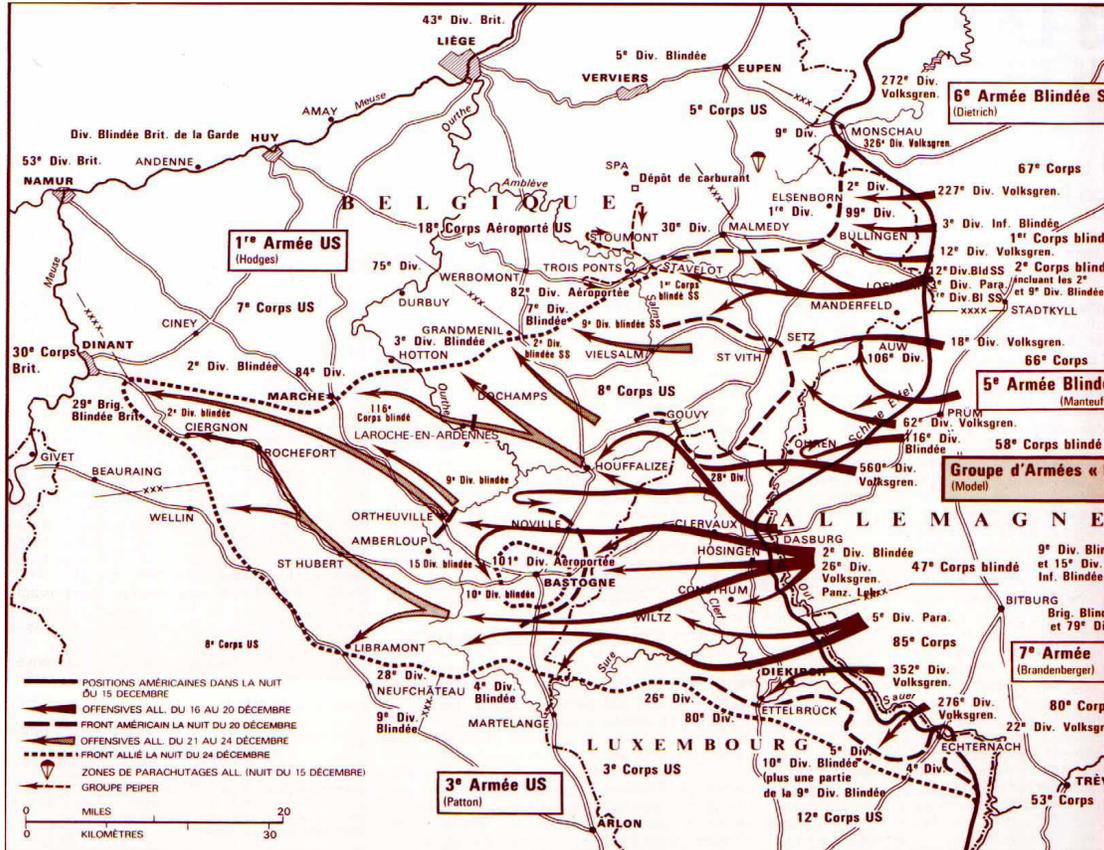
Hitler avait pour plan de reprendre Anvers afin de couper le XXI<sup>e</sup> groupe d'armées de Montgomery des troupes du général Bradley. Eisenhower se retrouva donc opposé au maréchal Gerd von Runstedt qui était le commandant en chef de deux groupes d'armées allemands sur le front occidental, mais celui-ci fut remplacé par Model à la fin de la bataille. Pour cette opération les Alliés mobilisèrent sept divisions blindées, huit divisions d'infanterie et deux divisions de parachutistes, provenant des I<sup>ère</sup> et III<sup>e</sup> armées américaines, soit au total 400 000 hommes et 1 100 chars. Ces troupes furent opposées à neuf divisions blindées et quatre divisions d'infanterie (comprenant la V<sup>e</sup> Panzerarmee SS, la V<sup>e</sup> armée blindée et la VII<sup>e</sup> armée allemande), ce qui représentait une force de 250000 hommes et 1000 chars.

### La préparation

Afin d'arrêter la progression alliée et de reprendre le port d'Anvers, Hitler décida de lancer une grande offensive. Cette offensive avait aussi pour but de chasser les Alliés de Hollande. Ce qui lui aurait permis de forcer Churchill et Roosevelt à négocier un cessez-le-feu. Toute personne apte au combat fut envoyée sur le front, des vieillards aux Jeunesses Hitlériennes (il s'agit là des fameux Volkssturm, littéralement « colère du peuple », constituée de toute personne capable de tenir une arme) ; leur instruction militaire était des plus basiques. Les cadences de montage de chars furent accélérées sous l'ordre d'Albert Speer (ministre de la production). Le maréchal Göring, quant à lui, fit transférer 1 500 appareils vers le front occidental. Cependant, après les pertes des champs pétrolifères roumains, les Allemands



manquaient de carburant. À ce titre, von Rundstedt recommanda d'effectuer une seule offensive qui se limiterait à la Meuse.



### Unités allemandes

Hitler ne l'écoula pas et ordonna l'offensive générale. Il comptait sur le mauvais temps (qui devait clouer l'aviation alliée au sol) pour s'emparer des réserves de carburant des Alliés. Il savait également que les Anglais et les Américains ne pensaient pas les Allemands capables d'une contre-offensive d'envergure.



Soldats allemands à l'attaque



Soldat allemand tué en conduisant une jeep US



Cette opération fut gardée dans le plus grand secret, à un tel point que seuls quelques généraux en furent informés. Tout était organisé dans la perspective du secret, les hommes et le matériel furent acheminés la nuit, couverts par le bruit d'avions allemands qui survolaient le front. Le général Model fut chargé d'organiser cette offensive. Quatre de ses armées prirent position entre Monschau au nord et Echternach au sud. Ces troupes avaient pour objectif de détruire le 8<sup>e</sup> corps d'armée américain, dirigé par le général Middleton. Au nord, la VI<sup>e</sup> Panzerarmee SS du général Sepp Dietrich (cinq divisions blindées et cinq d'infanterie) devait briser le front américain près de Saint-Vith (qui formait un noeud de communication), afin de franchir la Meuse à Liège et de s'emparer d'Anvers, et donc par la même occasion des réserves de carburant des Alliés. À sa gauche se trouvait la V<sup>e</sup> armée du général Hasso von Manteuffel, qui devait s'emparer de Bastogne (carrefour ferroviaire et routier de la région), puis de passer la Meuse entre Liège et Namur avec pour objectif final d'occuper Bruxelles. Au sud se trouvait le général Ernt Brandenberger avec sa VII<sup>e</sup> armée qui avait pour mission spécifique de retenir la III<sup>e</sup> armée de Patton. La XV<sup>e</sup> armée du général Gustav von Zangen se vit confier l'aile droite du front. Le succès de cette opération dépendait entre autres de la désorganisation des Alliés. Pour ce faire, le colonel Otto Skorzeny, homme de main sans scrupules de Hitler, habilla ses forces spéciales d'uniformes américains et leur ordonna de désorganiser la signalisation routière, de détruire les câbles téléphoniques et d'effectuer toutes sortes d'actes de sabotage. Après qu'un des soldats allemands déguisés fut découvert, les Américains furent contraints de procéder à moult contrôles d'identités et de poser aux suspects des questions pièges, allant, par exemple, des scores de base-ball au nom du chien de Roosevelt. 1 000 parachutistes furent également largués près de Malmédy afin de soutenir les armées déjà présentes.

### **L'offensive allemande et la contre-attaque américaine**

Le 16 décembre 1944, vingt divisions allemandes attaquèrent les six divisions alliées. Le 8<sup>e</sup> corps du général Middleton fut enfoncé par les blindés allemands. Ces derniers réussirent à effectuer une percée dans les lignes de la V<sup>e</sup> armée américaine, mais les blindés de Dietrich furent grandement ralentis par la VII<sup>e</sup> armée blindée américaine placée à Saint-Vith. Grâce au soutien de la VI<sup>e</sup> Panzerarmee SS, Manteuffel put progresser très rapidement. Le même jour, un V2 s'écrasa sur le cinéma Rex de l'avenue de Keyser à Anvers. Il tua 567 personnes, dont 296 soldats alliés, sur les 1 200 spectateurs présents dans la salle de projection. Ce V2 avait été tiré depuis la base d'Enschede aux Pays-Bas, base distante de 200 km seulement. En réponse à cette attaque, Eisenhower envoya toutes les forces blindées en direction des Ardennes. La 101<sup>e</sup> division aéroportée fut également envoyée sur le front, mais en camions (les avions étant cloués au sol à cause des mauvaises conditions météo). Les parachutistes arrivèrent à Bastogne le 19 décembre, où ils vinrent renforcer la 10<sup>e</sup> division blindée américaine. Durant le siège, les Allemands sommèrent les Américains de se rendre. Le général Anthony McAuliffe répondit par ce court message devenu célèbre : « À l'intention du commandant allemand : Nuts ! (des clous !) Le commandant américain. ». Ce texte fait preuve d'une incroyable désinvolture, car les Américains étaient, en fait, dans une situation plus que précaire à Bastogne comme ailleurs. Les deux divisions américaines de Bastogne repoussèrent toutes les attaques allemandes jusqu'au 26 décembre, date à laquelle une colonne de la III<sup>e</sup> armée de Patton parvint à briser l'encerclement de la ville.



Pendant ce temps là, 8 000 des 22 000 soldats Américains de Saint-Vith furent tués, blessés ou fait prisonniers, et les Américains durent battre en retraite.



### **Char Sherman et soldats US**

Malgré cela le vent était en train de tourner, les attaques allemandes étant continuellement enrayées, aussi bien par les poches de résistance américaines que par les pénuries d'essence qui frappaient leurs troupes. Le temps s'améliorant, l'aviation alliée reprit son envol. Celle-ci attaqua les lignes arrières allemandes ; elle détruisit un grand nombre de chars et coupa les communications entre les divers groupes d'armées allemands. La 2e Panzerdivision fut presque anéantie par la 2e division blindée américaine. À dater du 26 décembre 1944, la contre-offensive allemande se transforma en retraite.

### **La retraite allemande**

Les Allemands continuèrent à opposer une résistance farouche aux troupes alliées. Le 5 janvier 1945, ils déclenchèrent l'opération Bodenplatte qui consistait en un raid sur 27 bases aériennes alliées situées en Belgique et dans le sud des Pays-Bas. Cette opération fut menée par 1 035 appareils et se solda par la destruction de 156 avions alliés et par la perte de 277 appareils pour les Allemands. De sanglants combats, parfois à l'arme blanche, auront encore lieu jusqu'au 18 janvier 1945, date officielle de la fin de la bataille des Ardennes. Le 20 janvier, les Allemands étaient revenus à leur point de départ. A la fin du mois, les troupes allemandes se replièrent sur le Rhin. La contre-offensive allemande coûta aux Américains 10 733 soldats tués, 42 316 blessés, 22 636 portés disparus, 733 chars, 1 300 véhicules et 592 avions. Les Anglais déplorèrent la perte de 1 400 de leurs soldats. Les Allemands dénombraient 12 652 soldats tués, 38 600 blessés, 30 582 portés disparus, 600 chars, 5 000 véhicules et 1 000 appareils. Il y eut également de terribles pertes parmi les civils : 2 500 Belges furent tués et 11 000 habitations furent détruites. Les Américains comblèrent leurs pertes matérielles en quelques semaines, mais les Allemands ne purent jamais en faire autant. Cette contre-offensive ne leur rapporta que six semaines de délai pour établir leur défense sur le Rhin. Comme l'a souligné l'historien australien Chester Wilmot, en lançant cette offensive, Hitler a lui-même accéléré le processus de sa défaite et fait un cadeau exceptionnel aux Soviétiques. En effet car, en agissant de la sorte, il a donné un avantage



majeur à son ex-allié, Staline, dont les troupes ont continué de progresser. Ce faisant, il a considérablement affaibli ses dernières troupes. Les hommes et le matériel perdus durant la bataille des Ardennes allaient cruellement manquer aux Allemands pour la défense finale de leur territoire.

Jérôme Bondu, historien et économiste, que j'ai eu le privilège de rencontrer à plusieurs reprises est le directeur de l'entreprise inter-ligère (intelligence économique). Il publie régulièrement des comptes-rendus d'ouvrages dont celui-ci-dessous. Je vous en souhaite une excellente lecture.

LtCol Hre Eric POSKIN Ir

## Dr. Saoud et Mr. Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite

### Compte-rendu du livre de P. Conesa

Jérôme BONDU

<http://www.inter-ligere.fr>

#### Wahabisme et salafisme

Avant toute chose, **Pierre Conesa définit le wahabisme et le salafisme**. Accrochez-vous, il n'y va pas par le dos de la cuillère : « Il faut constater la totale similitude entre salafisme et wahhabisme sur le plan des idées politiques : sectarisme à l'encontre des autres pratiques du sunnisme, violence légale contre le chiisme, racisme à l'encontre des « mécréants », antisémitisme, obscurantisme, négation de la loi humaine par rapport à la loi divine, haine de l'autre quel qu'il soit, misogynie, homophobie, intolérance (liste non exhaustive). Ce sont des totalitarismes à base religieuse » p21. Et plus loin « Le wahhabisme est la forme musulmane du totalitarisme religieux ». Bon ça c'est fait ...

**La volonté de « purification » wahhabite est totalitaire** ... Ainsi en 1924 quand Abd al-Aziz Al-Saoud, fondateur de la dynastie, dépose le chérif Hussein, le nouveau souverain détruit les témoignages des premiers temps de l'islam qui ne conviennent pas à sa vision sectaire. Ainsi il détruit le premier mihrab de la mosquée al-Qiblatayn de Médine, utilisé lorsque la prière se faisait tournée vers Jérusalem (oui oui, avant que les marchands de la Mecque imposent que la prière soit tournée vers leur ville pour ne pas perdre les bénéfices de leurs petites affaires) ! Pour éviter une forme de culte des saints, Al-Saoud détruit les tombeaux de la mère et du père de Mahomet, la maison où aurait vécu Mahomet, la maison de sa première femme, la première école islamique où Mahomet enseigna ... Et beaucoup d'autres lieux détaillés page 65. Pierre Conesa évoque bien sûr le pacte du Quincy entre Roosevelt et Al-Saoud. Le premier apportant la sécurité et le second le pétrole.

Mais est-ce pour autant que les autres pays Occidentaux vont freiner le déploiement de la diplomatie religieuse saoudienne ? Que nenni ! Avant les attaques terroristes de 2011, cette diplomatie a été « **favorablement accueillie par les Occidentaux tant elle paraissait antinassérienne et antisoviétique** ». Retour en arrière. Nous sommes durant la guerre



froide. Nasser, proche du monde soviétique, était en effet fermement opposé à Ryad. Il avait par exemple déclaré que « Les Arabes devraient commencer par libérer Riyad avant de libérer Jérusalem ». Même animosité entre wahhabisme et chiisme. Selon les responsables iraniens « le wahhabisme se serait qu'une secte, intolérante et minoritaire, isolée et déconsidérée au sein du monde musulman » p87

### **Rouages de l'influence wahhabite**

Le corps du livre est la présentation des rouages de l'influence wahhabite. Pierre Conesa résume le système « C'est un hybride du système américain par la multiplicité des mécanismes et l'étroite coopération entre actions publiques et privées, mais aussi du système soviétique par son idéologie totalitaire à la fois révolutionnaire et conservatrice, portée par un corps de commissaires politiques idéologiquement formés ». p98.

**L'ancrage totalitaire et ultra-réactionnaire s'est fait par étape.** Il y a eu des radicalisations régulières de la politique religieuse, toujours dans le sens le plus stricte, et souvent pour calmer les contestations intérieures. En outre, le rôle des Frères musulmans a été au départ prépondérant, avant d'être combattu : « La diplomatie religieuse saoudienne n'est pas une politique extérieure totalement coordonnée et pensée au plus haut niveau. Elle fut d'abord celle des Frères musulmans, seuls cadres dont le pays pouvait disposer à ses débuts, puis elle ne devient que progressivement saoudienne, et elle est maintenant très offensive contre la congrégation frériste » p254.

**La Ligue Islamique Mondiale a été l'instrument majeur de l'influence wahhabite.** La LIM a décliné des stratégies différenciées selon les pays. Mais globalement cela s'est toujours passé par la fondation de milliers de mosquées, la formation des imams, la construction de madrassa (écoles), d'ONG, ... Tout cela a un coût. L'auteur estime que l'Arabie saoudite aurait dépensé par an en moyenne 7 milliards de dollars pour sa propagande. Autant que son budget militaire ! Histoire de vous donner un outil de comparaison : C'est entre deux et sept fois ce que l'URSS dépensait à la grande époque pour la propagande soviétique.

**L'enseignement wahhabite est un outil de propagation de la haine.** Ainsi en Angleterre des livres d'école d'une rare violence étaient utilisés par plusieurs milliers d'élèves. Une jurisprudence islamique enseignée en classe de seconde en 2001 expliquait « Dieu, dans sa miséricorde, a édicté diverses façons de préserver la religion. Entre autres : tuer les apostats et les hérétiques ; le djihad pour la cause de Dieu par l'âme et par les biens » p94 La diplomatie de l'argent est efficace. Pierre Conesa raconte qu'un mufti de Bulgarie qui n'avait pas de budget pour sa communauté « était obligé de recourir, pour ses cours de religion, à des documents (wahhabite) préconisant le suicide » p168.

**L'argent n'est pas seul en cause. Le royaume a pu utiliser des idiots utiles.** A titre d'exemple l'auteur raconte l'attitude incroyable de l'ancien bourgmestre de Molenbeek, Philippe Moureau, qui a laissé se constituer un quartier-ghetto dans sa commune. Avec la réussite que l'on connaît ...

**Les conséquences de cette politique sont bien connues,** et l'auteur passe assez vite sur les attentats que nous avons tous vécus. Il développe par contre d'autres exemples comme les « Sharias zones » en Angleterre : « des quartiers signalés par des panneaux à l'entrée comme des espaces gérés par les règles de la charia ». Il y en aurait 25 en Angleterre dans des



quartiers regroupant de fortes populations musulmanes. « Abu Izzaden, autoproclamé directeur des musulmans d'un de ces quartiers déclare : « Nous voulons transformer tous les quartiers en zones islamiques unies, à l'écart des excès de la civilisation occidentale : interdiction de l'alcool, du jeu, de la drogue, de la musique, du tabagisme, de l'homosexualité, et de la mixité » p209

### Cécités Occidentales sur le wahhabisme

Pierre Conesa détaille les réactions politiques face au wahhabisme.

**En France**, l'auteur met en valeur deux éléments :

- d'abord, l'aveuglement de nos dirigeants face à la perspective de contrats mirobolants (c'est le mirage de contrats pour 10 milliards de dollars).
- puis ,la laïcité : « La laïcité est un bouclier qui s'est révélé assez efficace en en même temps assez paralysant. Toute action répressive ou contraignante est immédiatement dénoncée comme liberticide ou islamophobe. » Résultats : il y a eu en France des déscolarisations d'enfants, des difficultés à expulser les extrémistes, en enlisement du débat sur la déchéance de nationalité pour les terroristes.

**Au Maghreb** : Paradoxalement la dangerosité du wahhabisme « semble mieux perçue dans les pays arabo-musulmans, d'où proviennent les réactions les plus fortes » notamment au Maroc.

**Et l'Amérique ?** J'ai évoqué plus haut le pacte du Quincy qui a figé l'alliance entre Roosevelt et Al-Saoud. Pierre Conesa revient bien évidemment sur le tour de passe-passe qui fait qu'après les attentats du 11 septembre, l'Arabie saoudite n'a pas été inquiétée par les Américains. L'auteur explique même que des anciens de la CIA ont témoigné de l'interdiction faite par leur centrale de faire du renseignement sur l'allié saoudien ! Il faut dire que les différents gouvernements américains ont pratiqué une politique désastreuse, faite de coups d'Etats tentés en Jordanie, Syrie (1949), Iran (1953), Irak (1959) et Egypte. Destruction de l'Irak après le 11 septembre. Intervention en Syrie. Quand dans le même temps ils ne sont pas capables d'offrir des perspectives pour le peuple Palestinien... Conesa donne son avis de manière tranchée sur cette politique à deux poids deux mesures: « Appliquant un double standard des plus scandaleux, les Occidentaux ont conduit au pire, c'est-à-dire à l'exacerbation du sentiment d'injustice pour le plus grand bonheur de tous les salafistes de la planète. Ce terreau de mensonge est le fumier sur lequel fleurit le salafisme djihadiste » p257.

**Le monde arabo-musulman est entré dans une guerre de religion.** Au final, que faire ? Pierre Conesa nous donne une ligne de conduite : « Le monde arabo-musulman est entré dans une guerre de religion dans laquelle les Occidentaux n'ont aucune légitimité à intervenir. » p257 Par contre, il s'agit quand même de nettoyer les écuries d'Augias chez nous « Peut-être la diplomatie européenne devrait-elle se faire entendre sur ce sujet d'intérêt collectif. La mise en place d'un contrôle des financements étrangers des mosquées et des imams, de législations sur la liberté de parole et les appels à la haine, de vérification des programmes des écoles coraniques par exemple permettraient d'éviter que le continent ne devienne une terre de mission, voir un sanctuaire pour les salafistes. » ...



Ouvrage à lire pour comprendre le rôle de l'Arabie saoudite dans la propagation du wahhabisme et du salafisme !

### **Bibliographie**

P. Conesa. **Dr Saoud et Mr Dijad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite.** Robert Laffont, 2016

Pour information, P. Conesa a été interviewé sur son livre par la ThinkerView (cfr Youtube).

## **1961-1989 : de la construction à la destruction du Mur de Berlin**

Source : site « Comprendre l'Europe »

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961 est érigé en plein Berlin ce qui deviendra l'un des symboles physiques de la Guerre Froide : le Mur de Berlin. Pendant presque trente ans c'est non seulement la capitale allemande, mais le pays, l'Europe et le monde lui-même que va scinder en deux le "Berliner Mauer".



Un mur que les Allemands de l'Est n'auront de cesse de tenter de franchir, au péril de leur vie, et qui ne sera abattu qu'en 1989, avec l'affaiblissement de l'Union soviétique, la politique de libéralisation conduite par Gorbatchev. Emblème d'un monde bipolaire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et alors que l'Union européenne célèbre cette année l'anniversaire de sa chute, le Mur de Berlin est une page de l'Histoire à lui tout seul. Pourquoi a-t-il été construit ? Comment les Berlinoises ont-ils vécu l'édification d'un tel rempart ? Comment l'Allemagne a-t-elle finalement accédé à sa réunification ? Retour sur trente ans de faits pas si lointains ...

### **La Seconde Guerre mondiale et la partition de Berlin**

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne se retrouve découpée en quatre zones d'occupation : une zone soviétique, une zone britannique, une zone américaine et une zone française conformément à l'accord conclu entre les Alliés vainqueurs en février



1945 à Yalta. Berlin se retrouve également divisée en quatre, mais l'armée soviétique laisse aux Occidentaux l'ensemble de la zone Ouest de la capitale. Le secteur Est représente de son côté 409 km<sup>2</sup>, soit 45,6% de la superficie de la ville. La capitale allemande devient très vite un enjeu majeur de la Guerre froide qui s'engage dès la fin des hostilités le 8 mai 1945. Le 19 mars 1948, en suspendant sa participation au Conseil de contrôle allié et du commandement Interallié, l'Union soviétique rompt la coopération entre les forces alliées occupantes. Elle n'a dès lors cessé d'essayer de gêner les communications entre les Occidentaux et Berlin-Ouest. Du 24 juin 1948 au 12 mai 1949, Staline instaure le blocus de Berlin, entravant tout transit entre l'Allemagne de l'Ouest et Berlin-Ouest, qui survivra grâce au pont aérien mis en place par les Etats-Unis. En 1949 est créée la République fédérale d'Allemagne, regroupant les zones américaines, britanniques et françaises. Peu de temps après, l'Union soviétique crée la République démocratique d'Allemagne, formalisant la séparation de Berlin en deux entités distinctes, même si la ville reste officiellement une zone démilitarisée. Le 27 novembre 1958, le premier secrétaire du parti communiste soviétique Nikita Khrouchtchev, lance un ultimatum aux trois autres puissances occupantes. Cette crise ne conduira pas à une escalade, notamment grâce à la réaction très ferme et mesurée de Willy Brandt, de Konrad Adenauer et des puissances alliées. Mais il est probable que l'insuccès de cette crise ne fut pas pour rien dans la décision de construire le Mur de Berlin en août 1961.

### **L'ultimatum de Khrouchtchev**

Le 27 novembre 1958, le premier secrétaire du parti communiste soviétique Nikita Khrouchtchev envoie une note aux États-Unis, au Royaume-Uni et la France, ainsi qu'au gouvernement de la République fédérale allemande dans laquelle il propose d'abroger le statut quadripartite de l'ancienne capitale du Reich et de transformer Berlin en une "ville libre" démilitarisée, dotée d'un gouvernement propre. L'arrière-pensée manifeste de cette proposition est d'intégrer complètement la ville dans le domaine d'influence soviétique. La réaction des trois puissances occidentales, du gouvernement allemand et du maire en exercice de Berlin-Ouest Willy Brandt est immédiate et résolue. Les Américains prennent acte de la note en dénonçant son caractère unilatéral et marquent ostensiblement leur présence à Berlin. Le 31 décembre de la même année, les puissances occidentales envoient une réponse formelle commune à la proposition réfutant l'argumentaire juridique de Krouchtchev, réaffirmant de leur droit d'être à Berlin et imputant la responsabilité de la crise à l'URSS, mais faisant part de leur ouverture à des négociations concernant l'ensemble de l'Allemagne. Au bout des six mois, l'ultimatum prend fin sans résultat tangible.

### **1961 : la construction du Mur de Berlin**

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, la pose de grillage et de barbelés tout autour de Berlin-Ouest marque le début du processus d'édification du Mur de Berlin, projet secret du gouvernement est-allemand. Durant toute la nuit, sur ordre du Parti communiste et sous surveillance policière, des maçons vont empiler les parpaings qui sépareront la capitale allemande pendant plus de 20 ans.



## **Un mur pour stopper les migrations vers l'Ouest**

Si les Soviétiques décident de construire un mur en plein coeur de Berlin c'est principalement afin de stopper le flot d'émigration croissant vers la RFA que subit la RDA depuis sa création en 1949. En effet, de 1949 à 1961 entre 2,6 et 3,6 millions d'Allemands vont fuir la RDA pour aller à l'Ouest, marquant leur manque d'adhésion au Parti communiste et privant l'Allemagne de l'Est d'une main d'oeuvre importante. Or, la majeure partie de ces migrants va passer par Berlin, puisqu'au sein de la ville les contrôles à la frontière sont beaucoup moins efficaces que dans les zones rurales. Ainsi, jusqu'en août 1961, il suffit de prendre le métro ou le chemin de fer berlinois pour passer d'Est en Ouest, ce que font quotidiennement des Berlinois pour aller travailler. De plus, Berlin représente à l'époque une porte d'entrée vers l'Ouest facile d'accès pour les Tchèques ou les Polonais. Même si avant même la construction du Mur, la police de la RDA surveille attentivement la frontière afin d'empêcher ceux que le régime nomme "les déserteurs de la République" de passer à l'Ouest. La construction du Mur va être une réaction à l'effondrement économique de la RDA. En effet, comme tout pays communiste, cette dernière s'est vue imposer par Moscou une économie planifiée. Or, le plan septennal (1959-1965) est un échec dès le début, la production industrielle augmentant moins vite que prévu et la collectivisation des terres agricoles entraînant une baisse de la production et une pénurie alimentaire. Or la principale cause de cet effondrement économique est l'augmentation des salaires due à un manque de main-d'oeuvre provoqué en grande partie par les fuites à l'Ouest, ainsi que l'important trafic de devises et de marchandises, néfaste à l'économie est-allemande, qui passe par Berlin.

## **Voter avec ses pieds**

Fuir l'Est pour aller s'installer à l'Ouest est à l'époque une marque de rejet du régime communiste qui sévit à l'Est. Les Allemands appellent cet exode de la RDA communiste vers la RFA capitaliste "voter avec ses pieds".

## **La nuit du 12 au 13 août, un mur s'érige en plein Berlin**

La construction du Mur de Berlin est un programme secret du gouvernement de la RDA. Si les Alliés s'attendent à des mesures drastiques de verrouillage de Berlin-Ouest, ils sont loin d'imaginer l'ampleur et la rapidité du plan est-allemand. La déclaration du sommet des membres du Pacte de Varsovie, suite à la rencontre entre Walter Ulbricht, président du Conseil d'Etat de la RDA, et Nikita Khrouchtchev en 1961 propose ainsi de "contrecarrer à la frontière avec Berlin-Ouest les agissements nuisibles aux pays du camp socialiste et d'assurer autour de Berlin-Ouest une surveillance fiable et un contrôle efficace". Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, 14 500 membres des forces armées bloquent les rues et les voies ferrées menant à Berlin-Ouest. Des troupes soviétiques se tiennent prêtes au combat et se massent aux postes frontières des Alliés. Tous les moyens de transport entre les deux Berlin sont interrompus. Les pays membres du pacte de Varsovie publient, le même jour, une déclaration pour soutenir le bouclage de la frontière entre les deux Berlin. Le dimanche 13 juin, des barbelés et des barrières provisoires sont déployés à la frontière berlinoise entre les secteurs d'occupation Est et Ouest. Les jours suivants, les barbelés sont remplacés par un mur en pierres de taille importante, construit par des maçons est-berlinois, sous



l'étroite surveillance des gardes-frontières de RDA. Les portes et fenêtres des façades d'immeubles sont murées et intégrées dans le dispositif de séparation des deux moitiés de la ville. Le jour même Konrad Adenauer, chancelier de la RFA, appelle la population à rester calme. Pour autant, la réaction des Alliés n'est pas immédiate et seul le maire de Berlin, Willy Brandt, proteste énergiquement. La première manifestation devant le Mur a lieu le 16 août et réunit 300 000 personnes autour du maire. La même année, les Länder de la RFA fondent à Salzgitter un centre de documentation judiciaire sur les violations des droits de l'homme perpétrées par la RDA, pour marquer symboliquement leur opposition à ce régime. Les réactions à l'Ouest, qui se font attendre, apparaissent ambiguës. Les Alliés français et anglais considèrent que la construction du mur est le fait de l'URSS. Du côté des Etats-Unis, alors que le secrétaire d'État américain Dean Rusk condamne fermement la restriction de liberté de circulation des Berlinois, le président John Fitzgerald Kennedy, s'il assure à la ville de Berlin tout son soutien, considère cependant que l'option prise par la RDA est "préférable à une guerre". La première vraie confrontation entre Américains et Soviétiques n'aura lieu que le 27 octobre de la même année, à Checkpoint Charlie, point de contrôle américain entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Ce jour-là en effet, des gardes-frontières de RDA exigent de contrôler des membres des forces alliées occidentales voulant se rendre en secteur soviétique. Or, tous les membres des forces d'occupation bénéficient d'un droit de libre-circulation dans l'ensemble de la ville. Pendant trois jours, dix chars américains et dix soviétiques se postent de part et d'autre du mur. L'affaire se finit par un retrait des chars, aucune des deux parties ne voulant enclencher une escalade qui risquerait de se terminer en guerre nucléaire. Paradoxalement, cette situation explosive, aussi bien à Berlin que dans le reste de l'Europe, va déboucher sur la plus longue période de paix qu'ait connue le continent européen.

### **Checkpoint Charlie**

L'ancien poste-frontière Friedrichstraße, appelé "Checkpoint Charlie", devient à partir de 1961 le point de passage pour les membres des forces alliées américaines, britanniques et françaises stationnées à Berlin et désirant se rendre à Berlin-Est. Les touristes étrangers pouvaient y obtenir des renseignements sur les séjours à Berlin-Est. Ce poste-frontière doit son appellation à l'alphabet de l'OTAN. Les membres des forces alliées stationnées en Allemagne disposaient de trois points de passage pour rejoindre le centre de Berlin: le Checkpoint A (Alpha) à Helmstedt, qui était le point de passage de RFA en RDA, le Checkpoint B (Bravo) à Drewitz, qui était le poste de passage de RDA à Berlin-Ouest, et, enfin, le Checkpoint C (Charlie), le poste-frontière pour le transit de Berlin-Ouest à Berlin-Est.

### **1961-1989 : la vie de chaque côté du mur**

La construction du Mur de Berlin va changer pour plusieurs années le visage de la capitale allemande. Et la circulation entre Berlin-Ouest et Berlin-Est va devenir peu à peu tout à fait impossible. En effet, dès 1952, le passage de la RDA faire la RFA était limité et contrôlé. Les Berlinois de l'Est pouvaient cependant encore se rendre à l'Ouest pour travailler ou en visite à condition d'utiliser l'un des 81 points de passage existants. Dès le 13 août 1961, 69 d'entre eux sont fermés. Le 14 août, c'est la porte de Brandebourg qui est à son tour fermée, suivie de 14 autres points de passage. Le mur intra-urbain, qui sépare Berlin-Ouest de Berlin-Est,



atteint au final une longueur totale de 43,1 kilomètres. La partie du dispositif qui sépare Berlin-Est de Berlin-Ouest comprend 111,9 kilomètres. La Potsdamer Platz, en plein coeur de Berlin, se retrouve coupée en deux, et le centre historique de la capitale finit par se vider tout à fait, composé désormais d'un No man's land entre les Murs de séparation à l'Est et d'un terrain vague à l'Ouest. Au-delà des répercussions politiques de la construction du mur, qui devient dès 1961 le symbole de la Guerre froide dans le monde entier, c'est la vie de toute une population qui va être bouleversée ce matin d'août 1961. 63 000 Berlinois de l'Est perdent leur emploi à l'Ouest, 10 000 de l'Ouest perdent leur emploi à Berlin-Est, et ce sont également des milliers de familles qui sont séparées pendant plus de vingt ans. Surtout les "deux Allemagne" (RDA et RFA), à l'image des deux parties de la capitale, vont connaître une évolution bien différente. Ainsi alors que Berlin-Ouest se modernise, Berlin-Est perd peu à peu de son animation. Sur le plan architectural, culturel, culinaire, un gouffre se creuse entre l'Est et l'Ouest. La solidarité occidentale avec Berlin-Ouest se fait de plus en plus forte, comme le montre le discours du président américain John Fitzgerald Kennedy lors de son passage dans la capitale allemande en juin 1963.

### **"Ich bin ein Berliner"**

Le 26 juin 1963, lors d'un voyage en Europe, John Fitzgerald Kennedy prononce un discours à Berlin-Ouest, devant des centaines de milliers de Berlinois, dans lequel il déclare "Ich bin ein Berliner" ("Je suis un Berlinois"). Le président américain entend par cette phrase choc faire savoir aux habitants de l'Ouest de Berlin que l'ensemble de l'Occident, appelé à l'époque le "Monde libre", se sent solidaire de leur sort. Grâce à la réforme monétaire qui met fin à la pénurie, Berlin-Ouest se reconstruit beaucoup plus vite et se modernise alors que l'Est prend, sous le joug communiste, un retard économique qu'il mettra des années à rattraper. Berlin-Ouest au contraire se relève et attire même les touristes dans les années 1970 et 1980. Mais la population allemande, et notamment berlinoise, souffre beaucoup de la séparation familiale que représente le Mur. Ainsi, ils seront nombreux à tenter de le traverser, par des méthodes plus inventives les unes que les autres (des valises, des voitures coupées en deux, des cartons ...) et souvent à leurs risques et périls. Ainsi, selon les recherches de la collectivité berlinoise de travailleurs "Collectif du 13 août", 1135 personnes sont mortes en essayant de passer illégalement le Mur, même si le nombre exact de victimes est difficile à évaluer du fait du silence de la RDA sur ce sujet. On sait cependant que les premières balles mortelles sont tirées par la police de la route le 24 août 1961 sur Günter Litfin, un jeune civil de 24 ans, près de la gare de Friedrichstraße, onze jours après la fermeture de la frontière, au cours d'une tentative d'évasion. Le 17 août 1962, Peter Fechter, 18 ans, est tué à son tour sur la "piste de la mort". En 1966, deux enfants de 10 et 13 ans sont abattus par quarante balles au total. Chris Gueffroy est enfin la dernière victime du Mur, le 6 février 1989. Ceux qui ne sont pas morts ont cependant mis en danger leur liberté, comme le prouvent les 75 000 hommes et femmes condamnés jusqu'à deux ans de prison en tant que "déserteurs de la république". La peine dépassait en général cinq ans si le fugitif dégradait les installations frontalières, était armé, soldat ou détenteur de secrets. Un premier accord sur le règlement des visites de Berlinois de l'Ouest chez leurs parents de l'Est de la ville est signé le 17 décembre 1963 après d'âpres négociations. Il permet, du 19 décembre 1963 au 5 janvier 1964, à 1,2 million de Berlinois de rendre visite à leurs parents. D'autres arrangements suivent en 1964, 1965 et 1966. Après l'accord quadripartite de 1971,



le nombre des points de passage entre l'Est et l'Ouest est porté à dix. Au début des années 1970, l'Ostpolitik, politique de rapprochement entre la RDA et la RFA menée par Willy Brandt et Erich Honecker, rend la frontière un peu plus perméable entre les deux pays. La RDA simplifie notamment les autorisations de voyage, en particulier pour les retraités, et autorise les visites de courte durée d'Allemands de l'Ouest dans les régions frontalières. Comme prix d'une plus grande liberté de circulation, la RDA exige la reconnaissance de son statut d'État souverain ainsi que l'extradition de ses citoyens ayant fui vers la RFA, ce que cette dernière s'évertuera à refuser.

### **1989: l'année du changement en Allemagne**

L'année 1989 est marquée dans l'ensemble de l'Europe par un vent de changement, notamment à l'Est, dans les Etats satellites de l'URSS. En effet, alors que les Soviétiques se retirent d'Afghanistan sans victoire, la Hongrie ouvre son Rideau de fer et la Pologne, en nommant à sa tête Tadeusz Mazowiecki, membre du syndicat Solidarnosc, s'achemine vers la démocratie. Ce mouvement semble cependant ne pas atteindre l'Allemagne divisée. Durant l'été 1989, sous le prétexte de partir en vacances en Hongrie, 25 000 Allemands de l'Est rejoignent la RFA en profitant des frontières ouvertes en Hongrie et en Tchécoslovaquie. En RDA, l'opposition au régime prend de l'ampleur, notamment à travers de nombreuses manifestations comme le 2 octobre à Leipzig, où 20 000 personnes descendent dans la rue. Le Parti communiste tente alors de reprendre la main en se rénovant mais les manifestations continuent. Le 7 octobre, de passage à Berlin-Est pour le quarantième anniversaire de la création de la RDA, le président de l'Union soviétique Mikhaïl Gorbatchev indique aux dirigeants de la RDA que le recours à la répression armée est exclu. La nuit du 9 novembre est une nuit historique dans l'histoire de l'Allemagne, de l'Europe, et même du monde. C'est en effet cette nuit-là que le Mur de Berlin est ouvert, permettant aux Allemands de l'Est de passer à l'Ouest, et marquant le début de la chute du Rideau de fer et la fin de la bipolarisation du monde. Ce qui a précipité la chute du Mur semble être une erreur, une déclaration prématurée d'un membre du SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands), parti politique de la RDA. En effet, le 9 novembre 1989 Günter Schabowski accorde une conférence de presse retransmise en direct par la télévision du centre de presse de Berlin-Est, à une heure de grande écoute. Lors de cette conférence, il déclare : "Les voyages privés vers l'étranger peuvent être autorisés sans présentation de justificatifs — motif du voyage ou lien de famille. Les autorisations seront délivrées sans retard. Une circulaire en ce sens va être bientôt diffusée. Les départements de la police populaire responsables des visas et de l'enregistrement du domicile sont mandatés pour accorder sans délai des autorisations permanentes de voyage, sans que les conditions actuellement en vigueur n'aient à être remplies. Les voyages y compris à durée permanente peuvent se faire à tout poste frontière avec la RFA". Cette disposition est extraite d'un projet de décision du conseil des ministres qui n'a pas encore été approuvé et qui ne devait être communiqué que le lendemain ! Diffusée dans de nombreux médias allemands, la nouvelle amène plusieurs milliers de Berlinoises à se presser au postes-frontières situés le long du mur. C'est ainsi que, sans ordre concret des autorités et sous la pression de la foule, le point de passage de la Bornholmer Straße est ouvert peu après 23h, suivi d'autres points de passage tant à Berlin qu'à la frontière avec la RFA, marquant la chute du Mur de Berlin, dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 novembre 1989. Cet événement reste marqué dans



l'histoire allemande sous le nom de "die Wende" (le tournant). Dès le 9 novembre, les Berlinois entament la destruction du Mur. Présent à Berlin, le violoncelliste virtuose Mstislav Rostropovitch, qui avait dû s'exiler à l'Ouest pour ses prises de position en URSS, vient encourager les démolisseurs en jouant du violoncelle au pied du Mur. La photographie de cet événement deviendra célèbre et sera l'un des symboles de la chute du bloc communiste en Europe. Cependant, les réactions de la population berlinoise sont surtout visibles le lendemain. Des files de voitures s'embouteillent en direction de l'Ouest et une véritable marée humaine se presse près de la porte de Brandebourg, sur et autour du Mur. L'événement fait bien sûr la Une de la presse internationale et les réactions se multiplient. Face au gouffre économique entre les deux Allemagnes, Helmut Kohl, Chancelier de la RFA, annonce dès le 28 novembre 1989 un plan en dix points visant la réunification. Ainsi, le 12 septembre 1990, moins d'un an après la chute du Mur de Berlin, est signé le Traité de Moscou qui rend sa pleine souveraineté à l'Allemagne et le 3 octobre de la même année, les deux Allemagne (RFA et RDA) sont officiellement réunifiées. Mais les conséquences de la chute du Mur dépassent largement les frontières allemandes. Celle-ci entraîne en effet le démantèlement de l'empire soviétique. Ainsi, à Prague, la Révolution de Velours (17-18 novembre 1989) met fin au communisme. En Bulgarie, le stalinien Todor Jivkov doit accepter son remplacement par un communiste plus ouvert, Petar Mladenov. En Roumanie, Ceausescu est éliminé plus violemment en 1989. En Union soviétique, les États baltes proclament leur indépendance en mars et mai 1990.

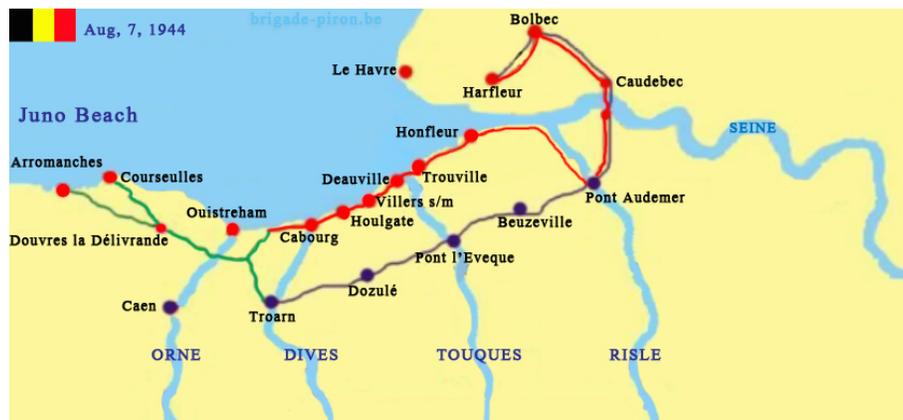
### Fête nationale allemande

La date du 9 novembre a bien sûr été évoquée pour devenir la fête nationale de l'Allemagne, d'autant qu'elle célèbre également la proclamation de la république de Weimar en 1918. Mais cette date est aussi celle de l'anniversaire du putsch d'Adolf Hitler (9 novembre 1923), et de la Nuit de cristal, le pogrom anti-juif commis par les nazis le 9 novembre 1938. Le 3 octobre, jour de la réunification des deux Allemagnes, a donc été finalement choisi.

## La Brigade Piron

### La campagne de Normandie (7 août au 2 septembre 1944) et la libération de la Belgique

Source: Website Brigade Piron – Georgette Houbion





La bataille de Normandie tout entière a été souvent représentée par le seul jour des premiers débarquements, le jour J, le 6 juin 1944. Elle fut en fait une très longue période de combats violents et continus qui dura jusqu'à la fin du mois d'août. Les affrontements les plus durs eurent lieu à partir du 10 juin jusqu'à la fin août. L'invasion de la France impliqua le débarquement sur les côtes normandes, du 6 juin au 20 août 1944, de quelque 2 500 000 hommes. Le premier jour il y en eut 136 000, et le déferlement allait se poursuivre pendant deux mois et demi. Le tour de la «Brigade Piron» vint dans les tous premiers jours du mois d'août, en même temps que celui de la brigade néerlandaise "Princesse Irène" du Lieutenant-Colonel de RUYTER van STEVENICK, de la 2ème Division Blindée française dite "Leclerc", de la 1e Division Blindée polonaise du Général Major MACZEK et de la Brigade Blindée tchécoslovaque du Général Major LISKA. Organisé en 3 unités indépendantes pouvant se suffire à elles-mêmes, le Groupement belge disposait en appui propre d'une batterie d'artillerie, d'un escadron d'autos blindées, d'une compagnie du génie et d'une compagnie de support logistique avec le charroi indispensable à une opération indépendante. Les Anglais engagèrent le groupement belge dans la poursuite des éléments ennemis le long de la côte normande, entre le canal de l'Orne et la Seine.



Le 31 juillet 1944 dans la soirée, un peloton de chaque unité motorisée (U.M.) (PI du Lt THUMAS de la 3ème U.M., PI du Lt ROGGE de la 2ème U.M. et PI du Lt LUYCKX de la 1ère U.M.) embarque dans un *landing ship tanks* (LST) à Tilbury. Ils traversent la manche et débarquent au port d'Arromanches. Ces hommes font partie de l'Advance Party afin de préparer la venue du groupement. Le 2 août, le Capitaine DIDISHEIM (officier de renseignement) et le capitaine HOWELL (batterie d'artillerie), accompagnés de treize hommes quittent à leur tour l'Angleterre. A 11 heures 30, ils atterrissent à Amblie, terrain d'atterrissage allié situé à 10 kilomètres au sud de Courseulles et à quelques centaines de mètres de l'état-major de la 1ère Armée Canadienne. Ils ont une mission de reconnaissance et de prise de contact. Le 4 août, les 500 véhicules du groupement belge sont chargés et les 2200 hommes embarquent à bord de quatre *Liberty Ships* de 10.000 tonnes (*le Gladstone, le Paul Benjamin, le Henry Austin et le Finlay*). Dans la soirée, les navires appareillent et rejoignent le convoi qui se forme devant Whitstable, dans l'estuaire de la Tamise. Le 6 août, le convoi lève l'ancre pour la traversée de la Manche. Le 8 août vers 10 heures, le moment tant attendu et espéré des hommes de la brigade belge est enfin arrivé. Le débarquement de la brigade commence à Arromanches pour les véhicules, et à Courseulles pour le personnel.

***«Ici prit place un incident qu'il me faut bien raconter. J'avais comme Aide de Camp un Dinantais, le Capitaine-Commandant Georges HOUBION. Il avait rejoint***



***L'Angleterre au début de 1942, après avoir subi une longue captivité dans les geôles espagnoles et au camp de MIRANDA DE EBRO. Sa santé en était restée fortement ébranlée, ce qui n'entamait en rien sa constante bonne humeur et son enthousiasme. Le panneau du Landing Craft à peine rabattu, il sauta à l'eau pour parcourir les quelques mètres qui le séparaient de l'estran. Là, il s'agenouilla, prit en main une poignée de sable et l'embrassa avec ferveur. Ce geste spectaculaire eût pu paraître ridicule. Nul d'entre nous ne songea cependant à en rire, tellement il exprimait ce que tous nous ressentions. Nous retrouvions, sur cette plage de la France amie, un sol voisin du nôtre. Nous l'avions quitté depuis de longs mois, avec l'espoir enfin satisfait, de participer un jour à sa libération » ("Souvenirs" de Jean Piron).***

A peine après avoir débarqué, une longue colonne se forme. Le Groupement fait mouvement et arrive dans la nuit à Douvres-la-Délivrande et à Plumetot où il s'installe en bivouac. L'état-major passe la nuit au château de Ranville (comtesse Rohan-Chabot). Le Groupement passe sous commandement de la 6th Airborne Division du général-major GALE qui dépend de la 1ère Armée Canadienne (général CRERAR). Le colonel PIRON prend contact avec l'état-major britannique qui est installé dans les carrières de chaux sur la rive droite de l'Orne. La mission du groupement est de s'établir en réserve de la division sur la rive gauche de l'Orne. Les trains du groupement (véhicules) sont déjà sollicités par la division britannique pour transporter des parachutistes vers Pont l'Evêque. Le 9 août dans la soirée, le Groupement belge relève la 5ème brigade britannique de commandos. En face de lui, une division d'infanterie allemande et la 12ème division de Panzergrenadier SS. Les trains du groupement sont installés dans des carrières voisines des ponts du canal. L'état-major s'installe à la mairie d'Hauger. En avant, les 3 unités motorisées s'alignent, depuis les marécages qui bordent l'estuaire de l'Orne. La compagnie du génie et les blindés sont en réserve. L'artillerie est en batterie sur la rive gauche du canal. Les deux jours suivants sont mis à profit pour effectuer des reconnaissances. Le génie s'installe à Amfreville. Le 13 août, le Groupement est en ligne au contact de l'ennemi devant les villages de Sallenelles et d'Hauger.

### **Le groupement belge se voit confier la bande côtière**

La 1ère Unité (major WINTERGROEN) est à droite appuyée sur Amfreville, en liaison avec le « 12 Devons » britannique. La 3ème Unité (major NOWE) s'appuie à la mer, à gauche. Les pelotons de la 3ème Unité sont installés à l'entrée du village de Sallenelles, à hauteur de l'école. La 2ème U.M. est au centre, au sud de la route qui mène vers Franceville. La lisière du village est encore aux mains des allemands. Toute la région est surveillée par l'ennemi depuis ce fameux abri bétonné qui commande l'estuaire. Le PC de la 2ème UM est bombardé par des mortiers. Le 1er Sergent BAYENS et le Soldat SCHAESENS sont blessés. Derrière, à moins d'un kilomètre, l'escadron d'autos blindées est en réserve dans une carrière de Basse l'Ecarde. Jules FLORIDOR (escadron blindé) et ses voltigeurs ont été détachés à la Ferme du Buisson, l'endroit hanté du secteur. Le lieutenant-colonel DERIDDER (batterie d'artillerie) a pris position le long du canal de l'Orne près de Haute-Longueville et commence immédiatement ses réglages. Les échelons arrières et les trains bivouaquent le long de la rivière. L'état-major est installé dans la maison du maire d'Hauger. Le major



## CONTACT

Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région  
Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité  
Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019  
Page 39 de 51

PONCELET, chef d'état-major du Groupement, déplie ses cartes dans la propriété des FABRE à Hauger. Dans la chambre la moins inconfortable, le soldat LEBRECHT (chauffeur du colonel PIRON) déplie le lit de camp de son patron. Tout près, le génie s'est installé en réserve dans un verger. La batterie d'artillerie pilonne durant les 5 jours qui suivent les positions allemandes. Le 14 août, les patrouilles amies et ennemies se rencontrent dans le premier chemin qui monte vers la droite à la sortie du village de Sallenelles et qui mène à la Ferme du Buisson. Une grenade tombe à côté du lieutenant Georges VAN DER VEEN (Chef du 5ème peloton de la 2ème U.M.), il est grièvement blessé. Le cadet Raymond VAN REMOORTELE le charge sur ses épaules après avoir confié le peloton à Joseph GILLEBERT. Une patrouille ennemie s'infiltré entre les Anglais et la 1ère U.M. Le lieutenant Jacques WANTY (2ème peloton de la 1ère U.M.) reçoit une balle dans l'épaule alors que le Sgt DEWANDEZ doit être évacué sur l'hôpital de campagne. A la 3ème unité, le jeune soldat BASTIN, blessé au cours d'une patrouille est fait prisonnier par les allemands. Il restera quelques jours parmi eux et leur faussera compagnie en revenant dans ses lignes. Les premiers prisonniers allemands affluent au PC du Groupement. Le PC de la 2ème Unité installé dans la maison de Mr LAVALLEE encaisse une salve allemande. La maison de Mr MAUBER en prend aussi un coup le soir même. Les journées des 15 et 16 août, les troupes belges sont soumises à de nombreux tirs de mortier et subissent leurs premières pertes. Pour le soldat Edouard GERARD (5ème PI-3ème U.M.), le docteur GOLDBLATT ne peut plus rien pour lui... Il fallait que le plus jeune des volontaires soit le premier des gars de PIRON "morts au champ d'honneur". Au même moment, à la 1ère U.M., le Lieutenant DE BLOCK reçoit une rafale dans la jambe. Il faudra l'amputer. Pour protéger la population, le village de Sallenelles est évacué. Le 17 août à l'aube, un premier ordre d'avertissement parvient au Groupement. Le grand jour est arrivé. Les belges vont attaquer à 3 heures du matin. Leur mission est de s'emparer des fortes positions qui couvrent Franceville et Merville. Le Colonel donne ordre aux 2ème et 3ème unités motorisées d'envoyer de fortes patrouilles de reconnaissance. Celle de la 2ème se trouve prise dans un champ de mines sous de violentes rafales de mitrailleuses ennemies. Le cadet VAN REMOORTELE qui la commande est tué et deux hommes blessés. Les autres parviennent à se dégager sous la protection de l'artillerie. La patrouille de la 3ème U.M. partie le long de la route côtière en direction de Moulin du Buisson est arrêtée à 200 mètres des positions avancées. A 7 Hr 10, l'ordre d'attaque de l'opération "Paddle" arrive au PC de la brigade.

*La 6th Airborne Division dans l'opération "Paddle" (aviron) a été lancée sur l'axe Troarn-Dozule-Pont l'Evêque, son aile gauche étant composée par le 1st Belgian Group du Col Piron, la brigade néerlandaise "Princesse Irène" du Col de RUYTER van STEVENICK, le 12 Devons du LtCol Gleadell, le 1st Royal Ulster Rifles du LtCol Carson et le 2nd Ox and Bucks du LtCol Roberts.*

Tout est prêt. Le Colonel donne ordre aux 2 et 3 U.M. d'avancer. L'escadron blindé a pour mission de pousser aussi rapidement que possible le long de la route côtière et sur le chemin de Merville. Les résistances sont très fortes. La route est minée et tenue sous le feu du point fort du Moulin du Buisson, dont le centre est constitué d'une casemate blindée située au sommet d'une dune. L'autre itinéraire parcourt d'étroits chemins encaissés fortement minés. Les blindés n'avancent que pas à pas et sont obligés de faire souvent appel à la compagnie du génie. Une douzaine de mines sont neutralisées par l'adjudant HARBOORT et son équipe. Mais une mine explose, tuant un démineur et blessant



## CONTACT

Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité

Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019

Page 40 de 51

mortellement l'adjudant HARBOORT, il décèdera deux jours plus tard. Le lieutenant SAUVAGE (Chef de PI de l'escadron) est blessé au dos. Il sera remplacé par son adjoint NOEL, puis par Jules FLORIDOR. Le scout car de ROUZEE saute. A 10 heures 40, on annonce que Sallenelles est pris par le 3ème PI de DEWANDRE. La progression reprend, mais elle est fortement ralentie par les tirs des mortiers et les mines. Le 3ème peloton de DEWANDRE est bloqué à 300 mètres au nord de Sallenelles. A 11 heures, une troupe de l'escadron blindé est mise à la disposition du bataillon anglais "12 Devons" qui progresse à droite du dispositif belge. A 12 Hr 30, le colonel donne ordre à la 1ère unité de se porter à la Ferme du Buisson. De là, elle attaquera vers les lisières est de Franceville, coupant à travers tout en évitant les points forts de la route côtière. Cette tactique réussit et la 1ère unité pénètre à Franceville plage, premier objectif du Groupement belge. Pendant ce temps, les autres unités étaient parvenues également à avancer. Après une intense préparation d'artillerie, FLORIDOR emporte les Winklers rassemblés des Troop 2,4 et 5 à l'assaut du fortin. Les allemands fuient comme des lapins. Le peloton de Winklers (voltigeurs) de l'escadron blindé, à pied, avait délogé les allemands du point fort du Moulin du Buisson. La compagnie du génie dégage la route des mines et des obstructions. A 19 heures, la brigade occupe tous les objectifs. Commence alors une véritable course poursuite. Le 18 août, la journée se passe à tâter l'ennemi qui défend la tête de pont de la Dive. Les résistants français fournissent des renseignements qui se révéleront exacts. Tandis que la compagnie du génie démine la route de Cabourg à Bruqueville. L'artillerie fait un bond jusqu'à Gonnevillle, puis Vauville sur Mer. Durant 5 jours ils vont à nouveau harceler les positions allemandes. Le 20 août, l'escadron blindé, dont la progression avec le Groupement est rendue impossible par les nombreuses destructions, est détaché au régiment de reconnaissance de la 6ème Division. Celui-ci, étant très éprouvé depuis le débarquement. C'est pourquoi le commandement du régiment est enchanté de disposer de l'escadron belge pour reprendre le contact avec l'ennemi en direction de Dozule-Annebault. Le reste du Groupement est à Auberville. Le 21 août à 11 heures, les troupes belges entrent à Cabourg, devant la Dive, dont les ponts ont sauté. Le colonel y installe son PC avancé tandis que la 1ère unité, utilisant des moyens de fortune, traverse le fleuve. Elle dépasse Houlgate et s'avance vers Auberville où elle se heurte à de fortes arrière-gardes allemandes. Une section du PI du Lt JACOBS, guidée par un patriote français, le Lt LEFEVRE, tombe dans une embuscade et se trouve prise sous le feu de 4 armes automatiques. 6 hommes sont tués (le 1er Sergent DEGROOTE, le Cpl BETBEZE et les soldats BECKAERT, JADON, GURHEM et DE BOECK) ainsi que le lieutenant LEFEVRE. L'aumônier DETHISE qui se rend sur les lieux pour secourir les mourants et les blessés est atteint à son tour et doit être évacué. Pendant ce temps, le génie travaille d'arrache-pied avec l'aide de la population à établir des moyens de passage sur la Dive. Quelques jeeps parviennent à passer la rivière et à apporter les ravitaillements aux unités en ligne. A 19 heures, arrive un message du commandement de la 6th Airborne "Congratulations on your advance". Dans la soirée, l'attaque est menée par la 1ère unité qui enlève les premières résistances sans appui d'artillerie. Dans la nuit, cette unité renforcée par des éléments de la 3ème U.M. et appuyée par l'artillerie repart à l'attaque. Cette fois, le succès est complet et les allemands décrochent. Simultanément, l'escadron d'autos blindées évolue plus au sud. A 6 heures, à Goustainville, pendant que le commandant de l'escadron (Major de SELLIERS de MORANVILLE) donnait ses ordres aux chefs de peloton, le colonel commandant le régiment de reconnaissance britannique lui rend visite et, s'adressant au groupe d'officiers belges leur



dit : "gentlemen, devant vous Dozulé est en feu, Troarn brûle encore derrière vous, là-bas, à gauche, une autre ville brûle, je ne sais pas laquelle. J'ignore où se trouve l'ennemi, vous le trouverez bien. Bonne chance". Dès midi, l'escadron trouvait la ligne de résistance principale ennemie à Branville, Annebaut, La Chapelle et Hainfray. Quelques blindés reçoivent l'ordre de se porter en position d'observation. Vers 18 heures, un général anglais demande au commandant de l'escadron de vérifier l'occupation de Branville. Le terrain d'approche est dangereux pour des autos blindées. Néanmoins, le Lt DEWANDRE s'avance avec prudence à la tête de sa « Troop » et parvient au milieu du village où il surprend un important détachement ennemi. Des allemands apparaissent dans toutes les maisons encadrant les véhicules. Toutes les autos blindées ouvrent le feu tandis qu'à la lisière nord du village le scout car de tête découvre un canon anti-char. Le Lt DEWANDRE donne l'ordre de décrocher avant que l'ennemi ne se remette de sa surprise. Les armes tirent à toute volée. La route se couvre de blessés et de morts ennemis. A 19 Hr 25, le Lt DEWANDRE revient avec le renseignement. Il recevra la "Military Cross". Le 22 août, dès l'aube, la progression reprend. Cette fois avec le charroi de combat qui a passé la Dive sur un pont construit par le génie belge. À 13 heures, le Groupement entre à Villers sur Mer où la population lui réserve un accueil frénétique. Partout, les drapeaux français, anglais et belges flottent, les cloches sonnent et la foule crie : "vive la Belgique, merci, vive la France". Le soir, la Touques est bordée et Deauville occupée. Le Groupement belge est le premier à avoir atteint cette rivière. Le général GALE a convoqué le colonel PIRON à son EM pour le féliciter de la progression rapide de son groupement. Les ponts sont détruits et les allemands occupent les hauteurs de Trouville d'où ils bombardent les positions belges à coups de mortiers et d'artillerie. Le Lieutenant Benjamin PINKOUS est mortellement touché par un éclat de mortier. Il décèdera le 24. Deux soldats de la 1ère ROUCHE et FOURNIER sont tués devant les ruines du pont. L'artillerie et le charroi lourd qui ont franchi la Dive à Troarn arrivent à Deauville. Le QG du Groupement s'installe dans une ferme exploitée par des belges. La compagnie du génie s'installe à Lieu Bill.

### **L'artillerie est en position à Clarbec**

Le 23 août, les belges aborderont les premiers la Touques entre Deauville et Pont l'Evêque. Sur la côte, l'U.M. du Major WINTERGROEN est à l'avant-garde. Entre la Dives et la Touques, tous les itinéraires sur lesquels vont s'engager les unités de la 6th Airborne seront reconnus par l'escadron d'autos blindées. A Pont l'Evêque, la « Troop One » aura l'honneur d'essayer les premiers coups de feu. La compagnie du génie s'affaire à la maintenance de l'itinéraire de la division et démine la route Pré le Houx, tandis que la batterie d'artillerie est en position à Coudret-Rabu. Plus au sud, à l'escadron, après la prise de Branville, la « Troop One » de FLORIDOR se lance sur Pont l'Eveque. DEWANDRE vers la route de Beaumont et le pont de Rocheville. VERHAEGE vers Clarbec et le pont de Fierville. Il est 8 heures 30. FLORIDOR dépasse Annebault. Le 24 août, à 8 heures 30, le Colonel donne l'ordre de reprendre la progression et de bousculer l'ennemi. Le pont détruit, l'infanterie traverse sur ses décombres portant armes et munitions pendant que la population amène des matériaux de construction et que le génie construit un bac pour passer les véhicules. Cette fois, c'est la 3ème unité qui est à l'avant-garde. La progression se poursuit péniblement. Les résistances allemandes faiblissent. De nombreux prisonniers sont faits. Le Groupement belge est en flèche de 8 km sur le reste de la division. Le charroi n'a évidemment pas pu suivre. Le soir, le



« First Belgian Group » est aux portes d'Honfleur, il y rentrera le lendemain. L'artillerie est en position à Saint Benoît d'Herbetot.

### La libération d'Honfleur

Dès l'aube du 25 août, l'infanterie pénètre dans Honfleur, dépasse la ville, mais est arrêtée à Fiquefleur par des feux d'armes automatiques et antichars. Elle a été rejointe et appuyée par le peloton VERHAEGE de l'escadron blindé. Un de ses véhicules est atteint par un coup de plein fouet, blessant son chef et tuant son conducteur, le brave soldat VAN DEN BROECK. Le sous-officier DELAISSE est aussi grièvement blessé. Pendant la matinée, le Groupement se concentre à Honfleur. La foule témoigne sa joie d'être libérée, mais aussi sa colère. Des femmes qui s'étaient laissé séduire par le prestige de l'uniforme allemand sont rasées en public et traînées dans les rues. Des FFI font justice sommaire de deux traîtres. En face d'eux, de l'autre côté de l'eau, les belges aperçoivent le port du Havre. Les éléments motorisés ayant franchi la Touques à Pont l'Évêque, l'y ont rejointe. L'état-major s'installe à l'Auberge du Cheval Blanc où une charmante fillette, costumée en Alsacienne, remet des fleurs au colonel PIRON. Ils passent la journée dans ce petit port de pêche. La population est encore tout émue des atrocités allemandes. La nuit précédente, ils ont fusillé quelques patriotes. Les résistants ont arrêté un jeune belge qui a participé au massacre de la nuit. Ils veulent le remettre au groupement belge, ce que l'auditeur John GERARD refuse. L'artillerie est en position à Quitteville. Dans la nuit, le Groupement reçoit l'ordre de poursuivre son avance et de reprendre contact avec l'ennemi. Les allemands abandonnent les hauteurs de Fiquefleur. La poursuite reprend par Berville et Foulbec. Là, l'avant-garde est arrêtée par des feux nourris provenant des hauteurs dominant la vallée de la Risle. L'infanterie de tête y subit quelques pertes. Le sous-lieutenant VAN CAUWELAERT, fils du ministre est légèrement blessé. Le jeune soldat MOUCHET est tué alors qu'il secourt les blessés sous le feu de l'ennemi. L'avant-garde opère sa jonction avec l'escadron blindé qui a coupé plus au sud. Au cours de la journée, le Groupement reçoit l'ordre de se concentrer à Berville où il s'installe dans les vergers afin de se reposer durant 2 jours des fatigues de sa progression rapide. Devant, s'étale le vaste estuaire de la Seine. Vers l'ouest, on aperçoit Le Havre. Le Groupement quitte aussi la 6th Airborne qui va rentrer en Grande-Bretagne où elle sera réorganisée pour se préparer à d'ultérieures opérations. Le Groupement passe aux ordres de la 49ème Division du général BARKER. Le 25 août à 6 heures 50, l'escadron d'autos blindées reçoit l'ordre de pousser vers la rivière Morelle, ensuite vers la Risle et de chercher à entrer en contact, sur sa droite, avec les éléments de reconnaissance de la 49ème Division britannique. Le Major SELLERS lance la Troop de VERHAEGEN sur l'axe Honfleur, Fiquefleur, Equainville, Berville, Foulbec. Vers 10 heures 25, le PC de l'escadron vient de s'installer à 300 mètres à l'est de St Benoît d'Herbetot. VERHAEGE aperçoit le pont de Fiquefleur qui est intact et veut essayer de s'en saisir par surprise. Mais il est pris sous le bombardement allemand. Il est blessé, ainsi que 3 hommes. BIHAY, sous le feu de l'ennemi, va ramasser l'un d'eux pendant que VERHAEGE continue à transmettre des renseignements par radio. Le 26 août, le général GALE qui commande la division, décide de lancer l'escadron vers Pont Audemer pour couper la retraite aux arrière-gardes allemandes. A 8 heures 15, le lieutenant d'OULTREMONT qui a pour mission de tenter une action sur le pont de Foulbec voit que le pont est détruit. L'escadron tombe sous le feu de l'ennemi qui est terré sur les hauteurs surplombant la Risle. Mais le colonel PIRON avait, dès l'aube, envoyé la 3ème unité



motorisée pour progresser en avant du Groupement, sur l'axe Honfleur-Berville-Foulbec. L'unité quitte Conteville et arrive à hauteur de l'escadron. Mais ils tombent sous le feu ennemi. Sous la violence des tirs, l'unité doit se replier, accusant quelques blessés. Le soldat MOUCHET y est tué et sera enterré dans le village.

### **L'artillerie est à Saint Maclou.**

Le 27 août, l'escadron repasse sous le commandement belge. Le brio dont il a fait preuve au cours de ces 6 derniers jours lui valut les félicitations du commandant du régiment de reconnaissance de la 6ème division. Dans la soirée du 28 août, le Groupement reçoit l'ordre de franchir la Risle à Pont Audemer et de s'établir au bivouac dans les vergers de Corneville. Pendant ces deux jours, la 49ème a bordé la rive sud de la Seine. Le 29 août, le Groupement qui bivouaque à Berville passe sous les ordres de la 49ème division britannique et fait mouvement au sud de la forêt de Brotonne tandis que l'escadron s'installe à Cauverville en Roumois. La compagnie du génie installe un pont au quai de la prison sur la rivière Risle. La batterie d'artillerie pilonne sans arrêt la forêt de Brotonne où les allemands se réfugient avec tout leur matériel qu'ils abandonneront. Le Cadet VERHAEGHE obtient l'autorisation de faire une reconnaissance inédite. En civil, avec de faux papiers, il fait une reconnaissance de l'autre côté de la Seine en compagnie d'un pêcheur et de 4 jeunes français. Il obtiendra des renseignements capitaux sur les forces allemandes et sur la défense du Havre. Leur rigoureuse exactitude aidera beaucoup dans la progression vers le Havre et sera très utile à la 49ème division qui réussira très rapidement à s'emparer de la place. Le 31 août, le Groupement reçoit ses ordres. Il traversera la Seine sous la protection du régiment de reconnaissance de la 49ème division. Il se regroupera au sud d'Yvetot pour marcher sur le Havre et prendre contact avec l'ennemi. La traversée de la Seine doit se faire en plusieurs endroits. Trois points de passage par radeaux à moteurs sont organisés à Caudebec et en amont. Les blindés du Major SELLERS passeront les premiers dès la tombée de la nuit. Le colonel PIRON accompagne le capitaine BLOCH, officier de liaison sur le premier radeau. L'opération est très lente et durera jusqu'au lendemain dans la soirée. L'escadron arrive sur son point de traversée à 18 heures, mais doit attendre la mise en oeuvre du génie britannique. A 21 heures, l'escadron traverse la Seine à La Mailleraye. Cette opération durera jusqu'au lendemain à 10 heures. L'état-major passe à Caudebec à 11 heures, suivi de la batterie d'artillerie. La 3ème unité traverse à ce moment la forêt de Brotonne. Les trains de la brigade traversent sur le pont de chemin de fer de Rouen. Le 01 septembre, la traversée de la Seine ayant été très lente; ce n'est que vers midi que la marche vers le Havre peut être entamée. Ce sont les blindés de l'escadron qui ouvrent et couvrent la progression de la 1ère unité motorisée. Bientôt, ils atteignent Bolbec et Harfleur. Les allemands ont établi leurs avant-postes le long du rebord est du profond vallon qui précède la ville. Ils peuvent facilement être réduits. Mais les hauteurs de l'ouest sont fortement défendues et garnies d'abris bétonnés. Le PC avancé est établi entre Caudebec et Lillebonne. Les unités motorisées appuyées par l'artillerie sont prêtes à partir à l'attaque lorsque brusquement, le Général BARKER rencontre le colonel PIRON vers 18 heures. Il lui communique de nouveaux ordres. Au cours de la nuit, le Groupement sera relevé par sa division et devra se regrouper, prêt à faire mouvement dès l'aube du lendemain. Le 02 septembre au lever du jour, l'escadron se voit relever par le 49ème régiment de reconnaissance. Le Colonel PIRON est convoqué à Lyons-la-Forêt. Dans l'après-midi, les autos blindées quittent Saint-Romains



pour Yvetot. Le colonel PIRON quitte Valliquerville à 11 heures. La campagne de Normandie se termine pour le First Belgian Group. L'ordre est donné de faire mouvement sur Arras. Les armées alliées avaient franchi la Seine, Paris était libéré. Les armées anglo-américaines et françaises progressaient irrésistiblement vers la Belgique et vers l'Alsace.

***« Tout en roulant, le commandant HOUBION me régala d'andouillettes de Vire réchauffées sur le réchaud de campagne. Nous traversâmes Rouen. Tout en roulant, mes pensées se concentraient sur ces 4 semaines de combats. Notre bilan ne me semblait point trop mauvais. Mes soldats s'étaient battus valeureusement. Nous n'avions pas subi de lourdes pertes. Nos quelque 2,500 hommes avaient libéré la côte normande de l'Orne à la Seine. Mr PIERLOT, à Londres, devait être content de nous. Nous pouvions porter nos couleurs belges avec fierté » (« Souvenirs » de Jean Piron)***

***« Les unités du Groupement belge ont joué à saute-mouton dans cette poursuite le long de la côte fleurie, protégées en avant et sur les flancs par les autos-blindées du Major de SELLIERS de MORANVILLE et supportées par la Batterie d'Artillerie du Major DERIDDER. Les trois héros de cette chevauchée s'appellent les majors WINTERGROEN, WATERLOOS et NOWE. Le temps a effacé leurs noms. Il convient qu'on leur rende l'hommage qui leur est dû. Tous les problèmes de ravitaillement ont été résolus par le capitaine André BERO et le lieutenant Jean MUSSCHOOT. Les mines ont été désamorçées, les ponts construits et les cratères remplis grâce au Capitaine Richard SMEKENS. Les indispensables transmissions ont été orchestrées par le Capitaine RICHIR. Le Docteur VERMEYLEN a soigné nos blessés. Et cette caravane d'aventuriers s'ébranlait avec enthousiasme sous la houlette du Colonel Jean PIRON. Que ses détracteurs sachent qu'il fut le seul colonel belge présent aux combats de la libération. La Belgique n'a pas le droit de l'oublier. » (« Des hommes oubliés » de Guy Weber)***

***« Au cours de la progression de la 1ère armée canadienne, de l'Orne au Havre, a toujours été à l'avant-garde de la division à laquelle elle était attachée. S'est emparé, après de durs combats, de toutes les localités jalonnant la côte normande et notamment des villes de Cabourg, Villers-sur-Mer, Deauville, Trouville, Honfleur et Bolbec. Son action lui a valu les plus hauts témoignages d'estime de la part du haut commandement allié ». (Texte de la citation à l'ordre de l'armée qui fut décernée au Premier Groupement belge à la suite de ses opérations en Normandie).***

### **Le retour en Belgique et la Campagne du Limbourg 3 - 22 septembre 1944**

Le 2 septembre 1944 à 20 heures, le colonel Piron est reçu avec les patrons des grandes unités à Beaumetz par le général HORROCKS, commandant du XXXème Corps britannique. La Division Blindée des Guards commandée par le général ADAIR, dont fait partie à présent le Groupement belge, reçoit l'ordre de se lancer sur l'axe Arras, Douai, Tournai, Hal et...Bruxelles. Le Groupement se rassemble à la citadelle d'Arras et y passe la nuit. Le 3 septembre à 8 heures 30, l'escadron quitte Arras pour Douai. Il ouvre la marche à la colonne de revenants qui rentrent dans leur pays après quatre années d'exil. Dans la file des



véhicules, se trouvent des gens qu'on n'attendait plus, que leur famille croyait morts depuis longtemps.



### Libération de la Belgique

Le premier véhicule passe la frontière belge à Rongy à 16 heures 36. Où attend également le général Sir Alexander Stanier, de la division blindée des Guards. Le délire des populations belges libérées accueillent le Groupement à Antoing, Leuze et Ath, jusqu'à Enghien où ils doivent attendre les instructions du général ADAIR. Le Groupement y passe la nuit. Le 4 septembre, à 9 heures 30, le commandant de la division envoie ses ordres pour l'entrée à Bruxelles. Les deux mille hommes sont rasés de près, et impatients... La Division des Guards précède le Groupement belge, donc se sont bien les anglais qui libèrent Bruxelles. Toutefois, deux pelotons belges accompagnent la division des Guards... A 15 heures, la tête de colonne belge pénètre dans les premiers faubourgs de Bruxelles. Une foule en délire les accueille. L'effervescence monte pour atteindre son point culminant Porte de Namur. La population semble progressivement se réveiller de quatre années de torpeur. Par la place des Palais, la colonne regagne la rue Royale où le colonel Piron fleurit la tombe du Soldat Inconnu. Porte de Schaerbeek, la colonne se disloque et les unités du Groupement prennent leurs quartiers : la 1ère unité dans la caserne du « Petit-Château », la 2ème Place Dailly, la 3ème le champ d'aviation de Melsbroeck, l'escadron à la caserne d'Etterbeek.. L'Etat-Major à la caserne des Grenadiers, mais celle-ci est envahie par une foule de résistants et de prisonniers allemands. Le lendemain, l'Etat-Major s'installe dans un bâtiment de l'université. La batterie d'artillerie occupe la caserne du 6ème d'artillerie. Si Bruxelles était libéré, les allemands occupaient encore quelques villes. Le 8 septembre, Une Troop de l'escadron participe à la libération de Liège. Des équipes de reconnaissances partent pour Tirlemont, Roosbeek et Saint-Trond. La colonne belge remonte l'avant garde américaine et atteint Ans. La population locale les prend pour des canadiens français : combien peu de belges se doutaient qu'ils allaient être libérés par des Belges ! Par la rive droite de la Meuse, des reconnaissances partent pour Fléron et Visé. Pendant ce temps, à Bruxelles, des missions sont confiées aux différentes unités du Groupement. La 1ère unité est en charge de garder les ponts sur le canal et le reste du Groupement de défendre le nord de Bruxelles. Le 8 septembre, le colonel PIRON est convoqué à l'Hôtel de ville de Bruxelles : le Maréchal MONTGOMERY est en visite officielle. Les officiers du Belgian Group lui sont présentés. Le Maréchal félicite les troupes du Groupement pour les faits d'armes qu'ils ont montré durant la campagne de Normandie.



## CONTACT

Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité  
Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019

Page 46 de 51

Après 6 jours de retrouvailles et de fête, le colonel Piron sollicita des autorités britanniques, l'autorisation de continuer sous leur commandement et d'aller se battre dans le Limbourg. Cette décision digne reflétait l'esprit de tous les membres du Groupement. Le 10 septembre dans la nuit, la colonne se reforme dans les différents quartiers de Bruxelles. Le 11 septembre au lever du jour, la « Brigade Piron » quitte la capitale pour passer sous les ordres de la 8ème brigade blindée britannique au sein du XXXème Corps. Elle a pour mission de s'emparer de Bourg-Léopold. L'escadron d'autos blindées en tête, suivi de la 1ère unité motorisée fonce vers Louvain, Diest et passe le canal Albert à Beringen vers 13 heures 30. Dès 14 heures 50, les Troops de l'escadron sont en place devant Bourg-Léopold : la Troop du Lt SAUVAGE est à droite à la lisière nord. La Troop de DEWANDRE est au centre du dispositif tandis que la Troop de VERHAEGEN est à gauche, au carrefour de la route de Baelen. Au moment de faire mouvement pour prendre la ville, les défenses allemandes ripostent. La Daimler du chef BIHAY est atteinte de deux coups directs. BENOOT et SIMOENS sont tués, BIHAY est gravement blessé. L'escadron se regroupe à l'entrée de Bourg-Léopold. Les hommes de la 1ère unité les rejoignent et ouvrent les grilles du camp de prisonniers politiques et libèrent ainsi plus de 900 prisonniers et capturent les SS qui le gardaient. La 3ème Unité quitte Beverloo et entre dans Heppen où ils rencontrent de fortes positions allemandes. Leo VAN CAUWELAERT est blessé. Pendant ce temps, les anglais et les allemands s'entretuent à Hechtel où les SS ont repris le village à deux reprises. A la 1ère Unité, le Sdt Carlos MARTIN sera tué à la gare de Bourg-Léopold. Le 13 septembre, les canons de l'arrière-garde allemande sont toujours tenaces. Le 3ème peloton envoie une patrouille de combat vers les bois de Oostham, mais leur chef, le cadet Louis GOETS est victime d'un sniper. Le lendemain, la position forte est prise et les allemands sont capturés, mais après qu'ils aient massacré une vingtaine de civils, absolument innocents. Le 16 septembre, le Groupement reçoit pour mission de nettoyer le terrain jusqu'au canal d'embranchement. Les blindés s'emparent de Baelen et de Maat. Les Allemands se montrent encore très actifs et contre-attaquent devant cette dernière localité. Passant pendant quelques jours sous le commandement de la fameuse 50ème Division Ecossaise, le Groupement s'empare, tour à tour, d'Himmer et de Oostham et rejette les allemands au nord du canal d'embranchement. Le 17 septembre, le groupement belge passe sous les ordres du VIIIème Corps (général O'CONNO), alors que la batterie d'artillerie reste attachée au XXXème Corps, elle prend position à Neerpelt et participe à la préparation et à l'appui de l'attaque exécutée par la Guards Armoured Division. Commence alors la formidable poussée en Hollande. Les divisions blindées britanniques se précipitent le long l'axe Hechtel-Nimègue pour opérer leur jonction avec les troupes aéroportées. Le Groupement, en appui direct du VIIIème Corps a pour mission d'assurer le flanc droit de la base de départ. Le 19 septembre, l'escadron blindé quitte Hechtel en éclaireur en direction du canal Meuse-Escaut. Les allemands se sont retirés derrière cette ligne d'eau. Le colonel PIRON installe son PC à MEEUWE. Le 20 septembre, la 2ème Unité Motorisée se lance vers Brée, la 1ère vers Bocholt et la 3ème vers Kaulille. Toutes ces communes sont libérées. L'escadron se rassemble à Ellikom. Les allemands restent actifs. La 3ème Unité capture quelques parachutistes. Le Groupement tient un front de 15 kilomètres. Il est opposé aux régiments de parachutistes « Grasmehl » et « Hardegg ». Ils sont très agressifs et poussent des patrouilles à l'intérieur des lignes belges. Le 22 septembre à 11 heures 57, les premiers éléments du Groupement belge passent la frontière hollandaise. Ils reçoivent l'autorisation



de franchir le canal et de pousser vers Wessem et vers Maaseyk. Une fois de plus, le Groupement a bien rempli sa mission. Le colonel PIRON reçoit du général commandant le VIIIème Corps, un message de félicitations.

Note: pour la petite histoire, décédé en 1982 et enterré au cimetière militaire de Carnières, René POSKIN, le grand-père paternel de notre camarade le LtCol Hre Eric POSKIN Ir, a fait toute la guerre avec les Forces Armées belges en Grande-Bretagne et a participé aux campagnes de la Brigade Piron. René POSKIN était armurier de l'un des Bataillons d'Infanterie de la Brigade.

## L'opération Market Garden

**Du 17 au 26 septembre 1944**

Source:

Adresse [http:](http://)

Le débarquement du 6 juin 1944 sur les côtes normandes fut un succès, l'avance des troupes alliées s'effectuait sur un rythme assez soutenu, malgré des baisses de régime temporaires. L'état major espérait secrètement pouvoir terminer la guerre avant la fin de l'année. Pour cela il faudrait lancer une offensive quasi-générale. Montgomery, commandant du XXIe groupe d'armées, souhaitait une telle attaque. Il la voudrait dirigée vers le nord pour permettre la libération de la Belgique et de la Hollande. Cette offensive aurait aussi l'avantage de contourner la ligne Siegfried et de frapper le cœur de l'Allemagne. Par contre, les généraux américains Patton et Bradley préféraient poursuivre la bataille en cours, c'est à dire exploiter les brèches vers la Sarre. Eisenhower prit la solution intermédiaire. L'opération « Market Garden » venait de naître: le plan imaginé par Montgomery avait été sélectionné par le SHAEF. Le but de cette opération était de parachuter des troupes à l'est des Pays-Bas, non loin d'Eindhoven, à Arnhem. Pendant ce temps, le XXXe corps du général Horrocks, fer de lance de la IIe armée britannique, devait créer une brèche puis foncer en direction des parachutistes afin que cette dernière se transforme en couloir. Les paras devaient s'emparer des ponts qui traversaient la Meuse, l'Aa et différents canaux hollandais ainsi que deux bras du Rhin. Si cela fonctionnait, les blindés auraient un accès direct à la Ruhr. Le plan fut présenté le 10 septembre à Eisenhower, qui l'approuva. La 101ème division aéroportée américaine du général Taylor, la 82ème de Gavin et la 1ère division parachutiste anglaise du général Urquhart furent mobilisées pour le plus grand assaut aéroporté de tous les temps. Ce dispositif était complété par une brigade parachutiste polonaise du colonel Sosabowski, le tout sous les ordres du général anglais Browning. Le but était simple, les paras devaient être largués autour de ponts vitaux, ces derniers devant être pris intacts par les Alliés parachutés qui devaient attendre la venue du XXXe corps. Ce dernier devait percer les lignes allemandes pour rejoindre Eindhoven, Nimègues et Arnhem. Les paras anglais avaient une tâche ardue. En effet, ils étaient au bout de la chaîne. Ils devaient, à Arnhem, attendre l'arrivée du XXXe corps. On leur avait promis une attente maximum de deux, voire trois jours. C'était énorme pour des soldats qui venaient de sortir du débarquement, même pour des troupes d'élites. Avec rien que du matériel léger, sans blindés ni d'artillerie... Mais le QG valida les plans. Pourvu que ce pont ne soit pas trop éloigné. Le 10 septembre, les objectifs étaient clairs. La 101ème devait prendre les ponts du canal Wilhelmine et du canal Zuid Willens. Les hommes de la 82ème devaient contrôler les ponts de Grave et de Nimègue.



## CONTACT

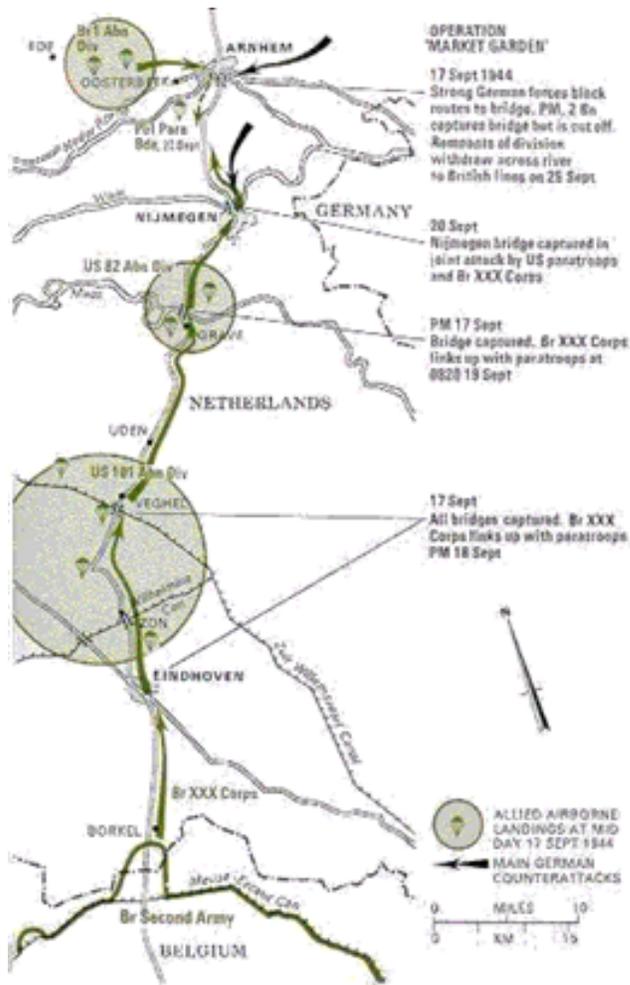
Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région

Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité

Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019

Page 48 de 51



Pour conclure, la 1<sup>ère</sup> division parachutiste anglaise avait pour tâche de s'emparer du pont d'Arnhem. Par la suite, la 52<sup>ème</sup> division écossaise aéroportée devait être mise à terre à côté d'Arnhem sous la condition que le XXX<sup>e</sup> corps ait percé et qu'il ait pu construire un terrain d'atterrissage. Premier point noir, les zones de saut prévues pour les hommes du général Urquhart étaient assez éloignées du pont lui-même. De plus, faute d'un nombre suffisant d'appareils de transport, la 1<sup>ère</sup> division aéroportée anglaise ne sera pas au complet le premier jour. Seul un tiers des effectifs fut largué au début de l'opération. Mais la priorité fut donnée aux divisions américaines, car tenir Arnhem ne servait à rien si les ponts précédents n'étaient pas pris et tenus pour que le XXX<sup>e</sup> corps puisse passer. La division blindée de la Garde du Major Général Adair devait foncer vers le Nord pour faire la jonction avec les paras de la 101<sup>ème</sup> puis avec ceux de la 82<sup>ème</sup> américaine. Du côté allemand, le général Model, commandant le groupe d'armées B, venait de recevoir en renfort la 1<sup>ère</sup> armée parachutiste et deux divisions SS, « Hohenstaufen' » et « Frundsberg ». Ces deux divisions étaient sous les ordres du général Bittrich car elles étaient intégrées au corps blindés SS. Le PC de Bittrich était d'ailleurs proche d'Arnhem. La résistance hollandaise confirma les photos aériennes : des blindés en nombre assez important étaient présents dans les alentours d'Arnhem. Mais Montgomery refusa de remettre à plus tard le projet



qu'il chérissait depuis longtemps. Le dimanche 17 septembre, après des bombardements d'importance, les premiers paras furent largués, les premières vagues tombèrent près du QG du général Model, qui dut l'évacuer. Mais un planeur américain transportant des troupes fut abattu et les Allemands découvrirent, sur le corps d'un officier américain, tous les plans de l'opération Market-Garden. De suite, Bittrich donna ordre à ses deux divisions de bloquer l'accès au pont d'Arnhem. Les Anglais ne progressaient pas vite et avaient des problèmes radio : les liaisons ne passaient pas entre Arnhem et les zones de saut. À la tombée de la nuit du 17 septembre, les hommes du bataillon du colonel Frost arrivèrent à la hauteur du pont d'Arnhem. Pendant ce temps, au Sud, les Américains avaient pris le pont de Grave mais peinaient à capturer celui de Nimègue.



Arnhem, avant et après Market Garden

Par contre, les objectifs du général Taylor avaient tous été atteints. Les blindés des Irish Guards avaient eux aussi du mal à progresser. Ils étaient pris à partie par les paras allemands récemment arrivés. Le 18 septembre, la liaison fut établie entre le XXXe corps et les paras américains. Mais la progression avait été plus lente que prévue. La 1ère division aéroportée anglaise était maintenant au complet et heureusement car les Allemands tentaient sans interruption de reprendre Arnhem. Le 19, les premières unités du XXXe corps étaient à Nimègue. Mais à environ 15 kilomètres de là, les Anglais tenaient difficilement le nord du pont d'Arnhem. Le bataillon Frost avait transformé toutes les maisons en fortin. Voyant l'échec se profiler, le général Urquhart décida de regrouper ses troupes, sauf celles de Frost, pour tenter de fixer les Allemands. Cela permettra peut-être d'aider les Anglais du XXXe corps et de soulager le colonel Frost. Le 21 septembre, à déjà quatre jours du début de l'opération, le colonel Frost compta ses hommes. Ils étaient moins d'une centaine à tenir la sortie nord du pont d'Arnhem. Le réduit constitué par Urquhart ne pouvait rejoindre les Polonais de Sosabowski qui avaient été largués il y a peu de temps. Afin d'éviter une destruction totale de la première division aéroportée, le général Urquhart décida d'évacuer et essaya de rejoindre les lignes américaines du XXXe corps. Les 25 et 26 septembre, soit 9 jours après les premiers largages, les rescapés regagnaient les lignes alliées. L'opération était un échec complet sur le plan des effectifs, mais un demi-échec vis-à-vis les objectifs. Depuis ce temps, et en mémoire des diables rouges tombés, notamment ceux du colonel Frost, les paras anglais ont un ruban noir derrière leur béret. Le colonel Frost et ses hommes



ont été des hommes d'honneurs, des combattants mais surtout des résistants. D'assiégeants, ils sont devenus assiégés. On leur avait dit 2 jours, ils ont tenu 9, pas 10.

## Voyage en Alsace

Dates : 18,19,20 et 21 juin 2020

L'Alsace, région à la fois culturelle et historique. Depuis 2016, elle forme avec la Champagne-Ardenne et la Lorraine la région du Grand Est. L'Alsace devient française depuis le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle par son annexion par Louis XIV. Après la défaite lors de la guerre de 1870, l'Alsace (moins l'arrondissement de Belfort) et une partie de la Lorraine (actuel département de la Moselle) sont annexées à l'Empire allemand. À l'issue de celle-ci, l'Alsace-Lorraine réintègre la République française en 1919. Elle est une nouvelle fois annexée par l'Allemagne en 1940 lors de la Seconde Guerre mondiale avant de redevenir française en 1945. Nous vous proposons de découvrir cette magnifique région en y intégrant des visites de sites militaires, culturelles ou encore de la mémoire.



### Programme

- Jeudi 18 juin : Voyage en car pour rejoindre notre destination d'hébergement Sélestat
  - Sur le parcours, repas à Veckring et visite du fort Hackenberg (ligne Maginot).
  - Poursuite de l'itinéraire et installation à l'hôtel.
- Vendredi 19 juin:
  - Matin: visite de Strasbourg , de la cathédrale (libre) et/ou de la Petite France
  - Après-midi : visite du MM Park ou de l'Eurocorps (à déterminer)
- Samedi 20 juin : visite de la route des Crêtes, du Vieil Armand (site 14-18)
  - Dégustation chez un viticulteur
  - Visite du Haut-Koenigsbourg
- Dimanche 21 juin : matin visite du Struthof
  - Itinéraire vers Metz
  - Repas gastronomique à Metz
    - Retour à Mons

Logement : Hôtel Ibis de Sélestat ou Colmar



## CONTACT

Revue du Cercle Royal des Officiers du cadre de réserve de Mons & Région  
Je serai fidèle envers mon Roi, mon Pays et l'Armée, garante de son intégrité  
Ik zal loyaal mijn Koning, mijn Land en het Leger, waarborg van zijn onschendbaarheid, dienen

4 / 2019  
Page 51 de 51

PAF (sur base de 30 personnes):

- Si chambre single : 420,00 € par personne
- Si chambre double : 320,00 € par personne

Ce prix comprend le voyage en car, les visites de sites, le logement avec petit déjeuner, le repas gastronomique du dimanche midi, le pourboire du chauffeur. Ne sont pas compris : les repas de midi et du soir du 18 au 20 juin inclus, l'assurance annulation laissée à votre discrétion.

## BULLETIN D'INSCRIPTION

Alain KICQ, rue de la Licorne 34 – 7022 Hyon

Tél. 065/35 42 85 – GSM 0485/13 12 01

e-mail: alainkicq49@hotmail.com

Nom et prénom : .....

Grade : .....

Adresse : .....

Tél. : .....

Votre e-mail (important) : .....

- Verse le montant de la cotisation 2020, soit 12,50 € sur le compte BE64 0015 7243 3452 du CROR Mons

Virement effectué le .....

- Participera à :

- A.G. du 18 janvier 2020 OUI - NON

Nombre de personnes : .....

PAF : 60,00 € X ..... personnes = .....

(1) 50,00 € X ..... personnes = .....

Montant versé le ..... sur le compte BE64 0015 7243 3452 du CROR Mons.

Voyage en Alsace (du 18 au 21 juin 2020) OUI – NON

Nombre de personnes : .....

PAF : 420,00 € (chambre single)

320,00 € (chambre double)/ personne

Montant versé le ..... sur le compte BE64 0015 7243 3452 du CROR Mons.

(1) Pour les membres du CROR Mons en règle de cotisation au **30 mars 2019** ainsi que leurs épouses ou compagnes